

Rapport annuel 2016-2017

Ce Rapport annuel 2016-2017 se veut un résumé des activités de l'Administration régionale Baie-James comme requis à l'Entente relative au Fonds de développement des territoires conclue avec le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.



**Administration régionale
Baie-James**

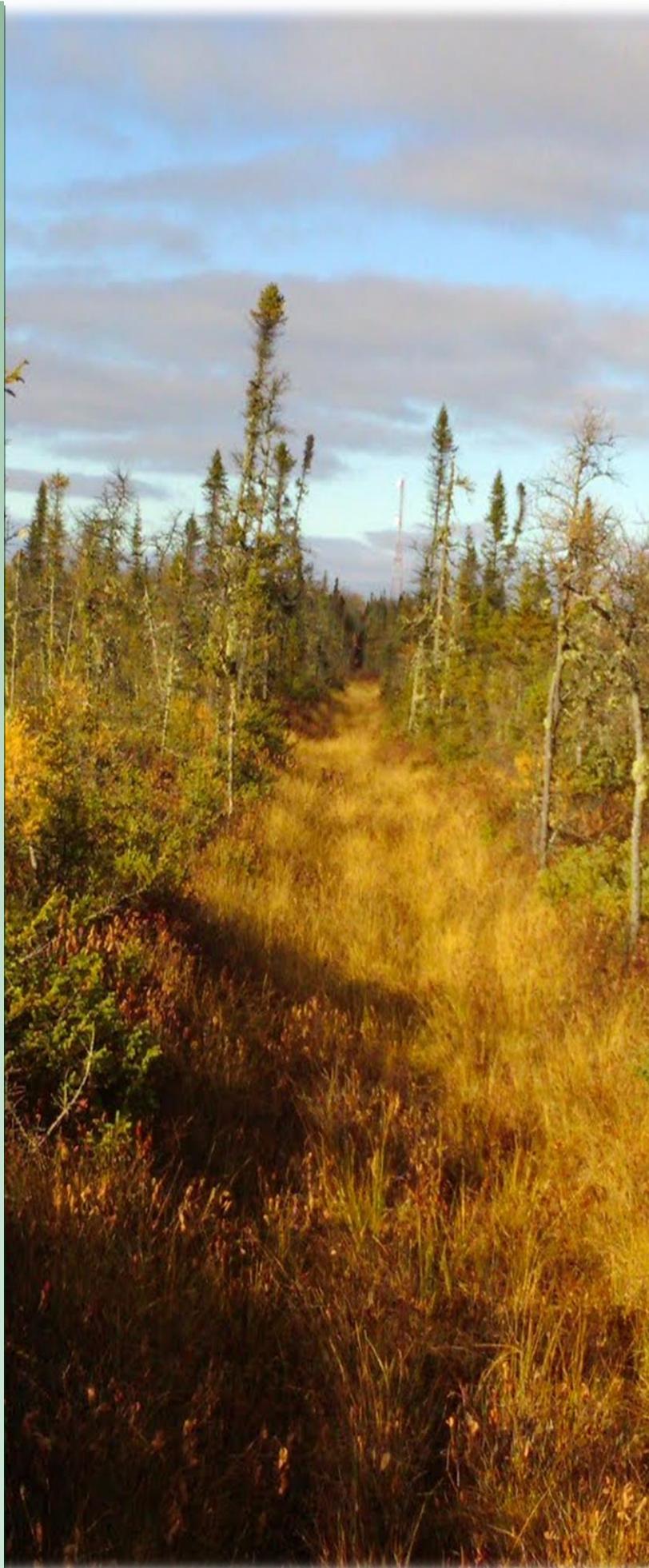


Table des matières

Mot du président.....	1
Mot de la directrice générale.....	2
Mission et mandat.....	5
Conseil d'administration.....	6
Équipe.....	7
Rétrospective des grands dossiers	8
Jeunesse.....	8
Condition des aînés	9
Culture.....	9
Migration et immigration.....	10
Solidarité et inclusion sociale	11
Développement social	11
Faune et forêt.....	12
Mines.....	13
Tourisme	13
Planification stratégique jamésienne 2015-2020	14
Suivi de la planification quinquennale jamésienne	15
Ententes sectorielles de développement	15
Convention d'aide financière 2015-2020 visant le développement de l'économie sociale	15
Entente administrative 2015-2016 sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie.....	16
Entente sur l'adaptation régionale pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie 2013-2017	17
Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité.....	19
Convention d'aide financière afin de soutenir la conception et le dépôt d'un PDZA.....	19
Entente portant sur la gestion et l'administration du Programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents des zones nordiques et intermédiaires de la Baie-James	20
Entente sur le développement culturel Nord-du-Québec, secteur Jamésie.....	20
Ententes de partenariat.....	21
Entente de partenariat 2016-2017 – Entente de partenariat visant le développement du loisir et du sport	21
Entente de partenariat 2016-2018 « La ruée vers le Nord : organisme porteur de la promotion de la région »	21
Entente de partenariat 2016-2018 « Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie : deuxième agent de migration »	22
Entente de partenariat territorial portant sur la création artistique de la Jamésie 2016-2017 (avec le Conseil des arts et des lettres du Québec)	23

Entente spécifique portant sur la Table jamésienne de concertation minière dans la région Nord-du-Québec	24
Sommaire des contributions aux différents projets	25
Ententes administratives	25
Ententes de partenariat 2016-2017.....	25
Politique de soutien aux projets structurants	25
Priorités annuelles d'intervention 2016 - 2017.....	26
Fonds de développement des territoires.....	27
Soutien à l'initiative sociale de la Jamésie	28
Soutien au développement rural 2016-2017	28
Fonds Eastmain	30
Volet entrepreneurial.....	31
Bilan financier.....	33
Annexe 1 – Détail des sommes engagées par le Soutien au développement rural de 2014 à 2017	61

Mot du président

Chers partenaires,

Au nom des membres de l'Administration régionale Baie-James, c'est avec plaisir que je vous présente notre rapport annuel pour l'année 2016-2017. En premier lieu, permettez-moi de remercier mon prédécesseur, M. Alain Poirier, qui a assumé avec dévouement le rôle de président pendant la majeure partie de l'année. Ses efforts soutenus furent remarquables et ont facilité grandement mon entrée en fonction comme président en mars dernier. Merci Alain!



Les opportunités saisies ont fait ressortir un fort esprit de collaboration, caractère distinctif des Jamésiens. Certains enjeux, dont la portée va bien au-delà de nos frontières régionales, nous ont interpellés et incités à préciser notre vision de développement, en tant que communauté aspirant à maintenir de saines relations avec nos voisins Cris et l'ensemble des régions du Québec avec qui nous partageons des intérêts communs.

Notre économie est en constante mutation et nos actions ont permis de nous positionner de manière à tirer avantage des changements à venir. Par exemple, le secteur minier a clairement donné des signes de reprise au cours de 2016 par une augmentation des investissements en exploration et dans les travaux de mise en valeur. L'effervescence observée a mis du vent dans nos voiles. Nous avons franchi des étapes importantes du développement stratégique de nos infrastructures de transport en région et, déjà, nous pouvons répondre adéquatement aux besoins des projets qui entreront en exploitation sous peu.

Le tourisme a pris une plus grande place dans nos orientations cette année. Impliqués financièrement, mais aussi comme acteur du plan d'action de Tourisme Baie-James, dans le futur, nous maintiendrons cette place importante et soutiendrons les différentes initiatives régionales. Nous voulons élargir notre mission et appuyer davantage la région dans tout ce qu'elle a de beau et de bon à offrir.

Notre volonté d'établir et de maintenir des liens de partenariat avec les acteurs du développement en Jamésie fait partie intégrante de notre vision. La Baie-James est considérée comme une région ressource et son potentiel et ses aspirations ne se limitent pas qu'à cela. On y retrouve également des communautés dynamiques et pleinement engagées, ainsi que des milieux de vie des plus stimulants. Les gens et les entreprises y sont l'oxygène du milieu. Voilà pourquoi ici en Jamésie, on respire!

En terminant, je m'en voudrais de ne pas souligner l'entrée en fonction de notre nouvelle directrice générale, Mme Josée Bouchard. Depuis son arrivée, un vent de fraîcheur souffle sur notre organisation et son dynamisme se répercute sur toute l'équipe comme sur le terrain. Et en parlant de terrain, il est de nos priorités d'y être encore plus présents au cours de la prochaine année. Des initiatives telles que « Explo Jamésie » nous feront voir aux quatre coins de la région. Nous serons là pour vous, chez nous!

À vous tous qui prendrez le temps de consulter ce rapport faisant état de notre plus récente année d'opérations, merci de votre intérêt et bonne lecture!

Le président,



René Dubé

Mot de la directrice générale

Chers partenaires,

Dès mon arrivée en poste, j'ai été à même de constater l'ampleur des défis que représentait une organisation comme l'Administration régionale Baie-James. J'ai rapidement intégré une équipe compétente et dynamique dont je tiens à saluer le travail et le professionnalisme. Cette équipe engagée assure un service de qualité et veille à la poursuite des engagements de l'organisation auprès des partenaires et des communautés jamésiennes.



Au cours des premiers mois de mon mandat, j'ai effectué une tournée des partenaires avec lesquels j'ai eu des échanges très fructueux. Ces rencontres m'ont permis de mieux saisir les attentes de nos collaborateurs en regard du rôle que nous assumons dans la poursuite de nos objectifs communs. Ces dernières m'ont également permis d'observer certaines lacunes en matière de communication. D'ailleurs, fort conscients de ces difficultés, les administrateurs ont décidé d'investir les ressources nécessaires pour se doter d'une stratégie de communication.

Comme toute nouvelle organisation, l'Administration régionale Baie-James a dû opérer certains changements de manière à adopter un fonctionnement optimal et pleinement en phase avec la poursuite de sa mission première. Ces transformations concernent plusieurs aspects qui s'inscrivent à l'intérieur de trois champs d'intervention, à savoir la planification stratégique, la gestion des ressources humaines et la stratégie de gestion des fonds.

La dernière année de l'Administration régionale Baie-James ainsi que les premiers mois de mon mandat se sont déroulés sous le signe du changement. Mon équipe et moi saisissons l'opportunité qu'apporte cette mouvance pour opérer une transition qui, à terme, permettra à l'organisation de participer de manière plus optimale à ce vaste projet collectif qu'est le développement de la Jamésie.

En terminant, je tiens à remercier les membres du conseil d'administration ainsi que les présidents messieurs Alain Poirier et René Dubé pour la confiance témoignée depuis mon arrivée.

Bonne lecture!

La directrice générale,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Josée Bouchard'.

Josée Bouchard

Mission et mandat

L'Administration régionale Baie-James agit au bénéfice des Jamésiens qui résident sur le territoire du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et sur celui de la Ville de Chapais, de la Ville de Chibougamau, de la Ville de Lebel-sur-Quévillon et de la Ville de Matagami.

À ce titre, elle demeure l'interlocutrice privilégiée du gouvernement en matière de développement régional du Nord-du-Québec. Elle a principalement pour mandat d'évaluer les organismes de planification et de développement au palier local et régional, dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement, de favoriser la concertation des partenaires dans la région et de donner, le cas échéant, des avis au ministre sur le développement de la région. Elle établit un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de la région et en tenant compte en priorité de la participation à la vie démocratique de la région des jeunes et selon les principes de l'égalité et de la parité, des femmes.

Également, elle conclut avec les ministères et organismes gouvernementaux et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales.

Équipe

Josée Bouchard, directrice générale

(depuis le 28 novembre 2016)

Réal Dubé, directeur général par intérim

(du 1^{er} avril au 30 juin 2016)

Joannie Plante Bélisle, agente de bureau

Linda Arseneault, secrétaire de direction

Josée Crépeau, agente de bureau

Annie Cloutier, coordonnatrice des services comptables

Martin Fillion, analyste des ressources naturelles

Marie-Josée Racicot, agente de développement

Catherine Lagacé, agente de développement

Marie-Ève Gamache, agente de développement

Cynthia Gill, agente de développement

Joan Martin Mendome Obame, analyste financier

Vincent Robidas, analyste financier

Michael Dionne, gestionnaire des systèmes informatiques

Collègues ayant quitté l'organisme en cours d'année

Carole Dubois, agente de développement

Annick Kenny, gestionnaire des systèmes informatiques et de la géomatique



Rétrospective des grands dossiers

Jeunesse



Le Groupe neurones, l'instance régionale de concertation et de mobilisation en persévérance scolaire et en réussite éducative (IRC) au Nord-du-Québec, a dû faire face à plusieurs revirements de situation pour l'année 2016-2017. À la suite de l'annonce d'un fonds transitoire avec la Fondation Lucie et André Chagnon, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) annonce à son tour un financement en soutien à la mission de l'IRC et lui confie également la gestion d'une nouvelle mesure en lecture. Cette stratégie de financement devait à l'origine inclure la mobilisation des trois communautés culturelles du territoire. Comme cette décision aurait eu de nombreuses répercussions financières pour le Groupe neurones, le MEES prend un temps de réflexion. C'est en février 2017 que ce dernier annonce la séparation des sommes entre les trois communautés culturelles du territoire et annonce officiellement l'octroi du financement pour la convention 2015-2016 pour la persévérance scolaire et la réussite éducation et le financement pour les mesures dédiées à la lecture. La convention 2015-2016 se termine le 30 juin 2018.

Pendant ce temps, le Groupe neurones travaille à réaliser sa planification stratégique pour 2017-2020. De plus, beaucoup d'efforts sont déployés en octobre afin d'amener la population à participer à la consultation dans le cadre de la tournée du ministre Proulx dans la région. L'IRC réalise également la campagne des Journées de la persévérance scolaire à laquelle prennent part bon nombre d'élus. La stratégie d'accompagnement du Groupe neurones prend un nouvel envol puisque la ressource appuie les partenaires dans la définition des actions sans pouvoir y attacher de financement. L'année se termine avec deux campagnes, soit « Employeurs de relève » et « Mon défi... mon avenir! » visant la conciliation études-travail-vie.



Bien que l'Administration régionale Baie-James (ARBJ) finance depuis déjà plusieurs années Secondaire en spectacle, c'est la première année qu'elle pilote elle-même le projet.

Secondaire en spectacle est un programme de développement culturel et artistique des jeunes des écoles secondaires du Québec, axé sur l'expérimentation, l'apprentissage et la formation.

Le concept comprend trois grandes étapes où les élèves participants ont l'opportunité de se regrouper autour des arts de la scène : les finales locales, les finales régionales et le Rendez-vous panquébécois.

L'édition 2016-2017 a commencé tardivement, soit vers la mi-janvier, compte tenu des circonstances entourant le projet. Malgré tout, cette édition fut un réel succès auprès des jeunes et de la population. Effectivement, c'est plus d'une soixantaine de jeunes qui ont participé aux finales locales au cours des mois de février et mars.

Le projet qui a commencé en 2016-2017 se poursuivra en 2017-2018 avec la finale régionale qui se déroulera en avril 2017 à Matagami et le Rendez-vous panquébécois qui se tiendra du 1^{er} au 4 juin, à Sorel-Tracy.

Le Comité jamésien de promotion des saines habitudes de vie (CJSHV) est une table interrégionale regroupant des partenaires locaux et régionaux contribuant directement ou indirectement à la santé des jeunes Jamésiens âgés de 0 à 17 ans et de leur famille.



Sa mission est de soutenir des projets locaux et régionaux visant la mise en place d'environnements favorables à l'adoption, au maintien et à l'amélioration des saines habitudes de vie (SHV).

Cette année, une formation sur les environnements favorables aux saines habitudes de vie a été offerte à plusieurs employés de l'Administration régionale Baie-James. Cette formation les a sensibilisés à l'importance d'adopter de saines habitudes de vie et a permis d'ouvrir des discussions sur les pistes d'actions visant à favoriser l'adoption de saines habitudes de vie pour les Jamésiens. Les suites de cette formation auront lieu au cours de l'année prochaine.

Condition des aînés

En 2016-2017, les activités sont en pleine effervescence pour les aînés du Nord-du-Québec. Effectivement, seulement dans le cadre de l'*Entente spécifique sur l'adaptation régionale pour l'amélioration des conditions de vie des personnes aînées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie 2013-2017*, ce sont 21 projets qui ont bénéficié d'une aide financière.

En plus de la Table régionale de concertation des aînés du Nord-du-Québec (TRCA), un nouveau comité a été mis en place par le Centre régional de santé et des services sociaux de la Baie-James (CRSSSBJ). Il s'agit de la Table intersectorielle de soutien à l'autonomie des personnes âgées (TISAPA) qui a comme mandat d'assurer la coordination, la planification et la réalisation d'actions spécifiques visant à améliorer la qualité, l'accessibilité ainsi que la continuité des services offerts à la population à risque de perte d'autonomie, permettant ainsi de maintenir leur qualité de vie. Cette table est composée de représentants du CRSSSBJ, de la TRCA du Nord-du-Québec, de l'agente au développement de l'Administration régionale Baie-James responsable de l'Entente et des représentants des diverses ressources d'hébergement et de représentants d'organisation communautaire.

Culture



Le ministère de la Culture et des Communications (MCC), en partenariat avec l'Administration régionale Baie-James, a reconduit pour une deuxième année l'Entente de développement culturel pour la mise en place d'un fonds d'aide financière et d'une entente individuelle avec chacune des villes et des localités de la Jamésie.

C'est lors de la séance du conseil d'administration du 22 septembre 2016 que les administrateurs de l'ARBJ ont accordé une aide financière de 25 000 \$ pour la reconduction de l'Entente avec le MCC, pour une enveloppe totalisant 50 000 \$.

Migration et immigration

L'Administration régionale Baie-James ayant été reconnue depuis juin 2015 comme étant l'organisme porteur de la stratégie régionale en ce qui a trait aux enjeux de migration et d'immigration en Jamésie, elle a poursuivi en 2016-2017 les travaux de concertation régionale entamés au cours de l'année financière précédente. En effet, à la suite d'une première rencontre de concertation régionale tenue à Lebel-sur-Quévillon en février dernier, elle a organisé une



seconde journée de concertation le 21 avril 2016 à Chibougamau mobilisant près d'une quarantaine de participants issus de ministères, d'organismes locaux et régionaux et d'élus œuvrant pour l'amélioration du bilan migratoire jamésien ou ayant cet objectif à cœur. Des ateliers de travail ont été tenus afin de poursuivre l'élaboration du Plan d'action régional en migration et immigration 2016-2018 (la stratégie).

Ainsi, grâce à la forte mobilisation des partenaires de la région face à cet enjeu, et

grâce à l'appui du comité de travail formé par l'ARBJ, cette dernière a été en mesure d'adopter le 16 juin 2016 le *Plan d'action jamésien en migration et immigration 2016-2018*.

Par ailleurs, le 19 octobre 2016 a eu lieu la première rencontre de la nouvelle Table de concertation jamésienne en migration et immigration à Lebel-sur-Quévillon. Près d'une trentaine de participants provenant des secteurs gouvernemental, parapublic, municipal et régional ainsi que des représentants d'entreprises minières et forestières de la région étaient présents. Cette première rencontre a permis de connaître ce que chacun fait concrètement sur le terrain en matière d'accueil, d'intégration et de rétention des nouveaux arrivants et des personnes immigrantes, tant au niveau local que régional. Le *Plan d'action jamésien en migration et immigration 2016-2018* a également été présenté et certaines actions mises en œuvre par des OBNL de la région ont été exposées aux partenaires.



De plus, au début mars 2017, l'ARBJ a répondu à un appel de proposition du Programme *Mobilisation-Diversité 2017-2019* du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) en leur soumettant une demande pour les partenaires de la région. Une réponse devrait être connue au début de l'année prochaine.

Enfin, au cours de l'année 2016-2017, les travaux de collaboration se sont poursuivis avec les deux organismes régionaux œuvrant en migration, soit Attraction Nord et le Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie afin d'arrimer les actions dans le cadre de leurs mandats respectifs.

Solidarité et inclusion sociale

L'Alliance pour la solidarité s'est terminée le 30 septembre 2016. Les projets qui avaient toujours lieu étaient reliés à la sécurité alimentaire. Quelques-uns d'entre eux ont reçu une subvention du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) afin de poursuivre leurs opérations. Les projets n'ayant pu bénéficier d'une telle subvention ont reçu une contribution financière leur permettant de continuer d'offrir leurs services jusqu'au 31 décembre 2017. Par conséquent, le service en sécurité alimentaire a été assuré dans chacune des municipalités et localités de la région.

En outre, la Table jamésienne pour la solidarité et l'inclusion sociale (TJSIS) a conçu un portrait de la situation de la sécurité alimentaire en Jamésie puisqu'elle souhaitait mieux connaître l'état de la situation sous l'angle des services disponibles. Dans ce contexte, le portrait des fournisseurs de services en sécurité alimentaire permettra une meilleure compréhension de la situation et ainsi soutiendra la réflexion et orientera les stratégies d'interventions à développer dans la région.

La TJSIS a également élaboré une campagne de lutte aux préjugés « Moi, victime des préjugés sur la pauvreté ». Cette campagne a eu lieu pendant la semaine de la solidarité. Des affiches ont été apposées dans les lieux publics de la région et une pièce de théâtre intitulée « Une tonne de préjugés » a été présentée dans les diverses municipalités de la région.

De plus, la tournée du Collectif pour un Québec sans pauvreté « S'organiser contre la pauvreté : un bon plan! » s'est arrêtée à Lebel-sur-Quévillon le 7 février dernier. Les thèmes abordés lors de cette journée ont été : le plan d'action du Collectif, le salaire minimum à 15 \$ de l'heure, le revenu minimum garanti et les inégalités. Cette journée fut bien appréciée des participants.

Développement social

À la suite d'une rencontre de travail tenue en novembre 2015, les partenaires en développement social se sont entendus sur la nécessité de revoir le modèle de concertation régionale en développement social. Par conséquent, un comité de travail, dont fait partie l'Administration régionale Baie-James, a été mis en place avec le mandat principal de proposer différentes façons de mieux travailler régionalement.

Le leadership de ces travaux a été pris par le Réseau jamésien de développement social (RJDS) et ce dernier a mis sur pied un comité de pilotage, qui a le mandat de revoir le modèle de concertation régionale. Ce nouveau modèle a été travaillé tout au long de l'année et sera présenté à tous les acteurs concernés en cours d'année 2017-2018.

Faune et forêt

Déjà en déclin depuis plus de 10 ans, les populations de caribous migrateurs ont atteint un niveau très préoccupant, incitant les instances gouvernementales à adopter des mesures pour assurer leur maintien. En décembre, à la suite des travaux d'inventaire réalisés durant l'été, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs a révélé ses résultats quant à l'état actuel du troupeau de la rivière aux Feuilles. Les estimations font état d'une population de 199 000 individus, avec un intervalle de confiance de 8 %. À quatre jours de Noël, le ministre Blanchette annonçait publiquement sa décision de fermer la chasse sportive au caribou migrateur, et ce, à compter du 1^{er} février 2018. Les pourvoyeurs ont réagi vivement à cette décision, indiquant que la chasse sportive n'affecte que 1 % de la population de caribous et que cette décision aura un impact majeur sur les pourvoyeurs établis dans le nord.

Le caribou forestier, pour sa part, est demeuré un enjeu déterminant quant au maintien de l'activité forestière dans la région. Il a été désigné en tant qu'espèce en péril en 2012 et un plan de rétablissement est attendu par le gouvernement fédéral, faute de quoi le gouvernement provincial pourrait se voir imposer des mesures plus contraignantes destinées à assurer le maintien de l'écotype. Devant cette éventualité et déterminé à respecter un engagement préélectoral en faveur de l'industrie forestière, le premier ministre du Québec cherche désespérément à rallier les différents groupes d'intérêt autour de solutions concertées qui permettront de sauver à la fois la chèvre et le chou. Selon le premier ministre, la question du caribou forestier entretient une incertitude persistante au sein de l'industrie et freine les investissements. Le jour même où le gouvernement annonçait la fin de la chasse au caribou migrateur, le premier ministre soutenait une fois de plus que 75 % des caribous se retrouvaient au nord de la limite nordique des attributions commerciales. Pour ce qui concerne le caribou forestier, cela pourrait davantage correspondre à son aire de répartition qu'aux populations elles-mêmes. Il s'agit d'une distinction importante, car la densité potentielle peut varier considérablement, pouvant aller de 1,88 individus/km² dans la portion sous aménagement forestier à 0,14 individus/km² au nord de la rivière La Grande. Quoi qu'il en soit, les données d'inventaire des plus à jour ne correspondent pas à ce que soutiennent le premier ministre et certains acteurs de l'industrie.

La variabilité des informations disponibles concernant l'état des populations de caribous forestiers au nord et au sud de la limite nordique des attributions commerciales peut ouvrir une porte à diverses interprétations et contribuer à brouiller certaines cartes quand vient le temps de trouver un consensus. Le caribou forestier se situe au cœur d'un débat qui oppose deux grands enjeux, l'un étant lié au développement économique et l'autre au maintien de la biodiversité. Ce débat concerne la très grande proportion du territoire de la Baie-James, mais interpelle des groupes qui interviennent à l'échelle de la province, voire du pays. Les élus et les acteurs de la région doivent pouvoir acquérir une connaissance fine des multiples facteurs qui conditionnent le maintien et le rétablissement du caribou forestier à la Baie-James et se doter d'une vision de développement qui tienne compte des besoins pour assurer à la fois le maintien de l'espèce et une occupation optimale du territoire. Il s'agit de conditions de départ pour être en mesure de prendre part au débat public relatif au caribou forestier et intervenir en amont des grandes orientations provinciales en matière de protection et de développement plutôt que de les subir.

Depuis déjà plus d'une décennie, l'industrie forestière québécoise subit des contraintes de nature diverses qui limitent son développement et menacent la viabilité de plusieurs usines. Le renouvellement de l'entente sur le bois d'œuvre est venu encore une fois au cours de la dernière année, assombrir le climat économique pour cette industrie. Selon le président de l'organisme Manufacturiers et Exportateurs du Québec, le bois d'œuvre serait le principal sujet de désaccord entre le Canada et les États-Unis. Ces derniers soutiennent que notre bois est subventionné et justifient ainsi l'imposition d'un droit compensateur. Mais compte tenu de la dernière réforme du régime forestier québécois et de certaines mesures favorisant le marché libre, dont l'introduction du Bureau de mise en marché des bois (BMMB), cette prétention des Américains ne serait plus justifiée. Or, à la fin de l'année financière, les négociations semblaient se diriger dans une impasse et, déjà, les membres de la Table des partenaires réunissant de manière non exhaustive le

gouvernement, des représentants du monde municipal, de l'industrie forestière, du milieu syndical et du monde coopératif, sollicitaient plus fermement un soutien éventuel du fédéral.

Mines

En 2016-2017, le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James comptait sept mines en activité totalisant plus de 3000 emplois directs. De ce nombre, deux mines exploitaient des métaux de base (zinc-cuivre), soit Bracemac-Mcleod de Glencore située à Matagami et Langlois de Nyrstar située dans le secteur de Lebel-sur-Quévillon; et quatre étaient des mines d'or, soit Casa Berardi d'Hécla Mining située au nord de Villebois, Lac Bachelor de Ressources Métanor située au nord-est de Lebel-sur-Quévillon, Éléonore de Goldcorp située au sud-est de Radisson et au nord-est du réservoir Opinaca, Vezza de Ressources Nottaway, actuellement en démarrage et située à 25 kilomètres au sud de Matagami. Finalement, la mine de diamant Renard de Stornoway Diamond située à 350 km au nord de Chibougamau a été inaugurée en octobre. Cette mine d'un milliard de dollars devenait la première mine de diamant au Québec. Le 23 novembre, Stornoway dévoilait les résultats de sa toute première vente de diamants de Renard, à Anvers (Belgique). Le 3 décembre, Stornoway annonçait que le projet Renard avait franchi le seuil de la production commerciale.

L'exploration minière au Québec a repris de la vigueur en 2016 après une période de forte décroissance des investissements miniers enregistrée entre 2012 et 2015. Tout indique que le niveau d'activité en exploration et les travaux de mise en valeur continueront d'augmenter en 2017.

Les faits marquants sur le territoire de la Baie-James en exploration minière sont :

- Nemaska Lithium inc. a publié une mise à jour de l'étude de faisabilité minière du projet Whabouchi situé à 300 km au nord de Chibougamau et l'annonce d'une augmentation des ressources minérales mesurées et indiquées en fosse de l'ordre 30 % pour atteindre 36,6 millions de tonnes d'oxyde de lithium (Li_2O). À la fin décembre, Nemaska achevait l'installation au projet du concentrateur modulaire conçu pour produire un concentré à 6 % de Li_2O . En 2016, Nemaska a également entrepris le prélèvement en vrac de 60 000 tonnes de minerai de spodumène, représentatif du gisement Whabouchi, lequel sera traité dans le concentrateur modulaire.
- La ceinture de roches vertes Urban-Barry située à l'est de Lebel-sur-Quévillon a connu une importante ruée au jalonnement. Osisko Mining a annoncé un important programme de travaux de mise en valeur du gisement Lac Windfall, dont 250 000 m de forage. Ce projet est situé à 100 km à l'est de Lebel-sur-Quévillon.
- D'autres secteurs particulièrement actifs en exploration minière au cours de la dernière année se situent à l'ouest de Matagami et se répartissent jusqu'à la frontière de l'Ontario, au sud de Chapais-Chibougamau, dans les environs de la mine Éléonore, ainsi qu'à proximité de la route des monts Otish.

Tourisme

Plusieurs festivals et événements à caractère touristique ont marqué la dernière année. Mentionnons en premier lieu les festivités du 50^e anniversaire de Lebel-sur-Quévillon qui se sont déroulées tout au long de l'année 2016. Au chapitre des festivals et événements récurrents, le Festival du Doré Baie-James a tenu sa 17^e édition du 23 juin au 2 juillet. Il s'agit du plus gros tournoi de pêche au Québec avec près de 150 000 \$ en prix et bourses et des revenus générés de plus de 335 000 \$. Cette édition a enregistré la plus grosse capture de l'histoire de ce festival, soit un doré de 10,89 livres. Le festival a également enregistré un record de participation. La quatrième édition de l'événement écoresponsable « Richesses naturelles en découverte » s'est déroulée du 9 au 11 septembre et a attiré pas moins de 1 500 personnes. Le festival Folifrets Baie-James s'est déroulé

du 23 février au 4 mars et, pour une 51^e année, contribuait à faire connaître les plaisirs de l'hiver. Enfin, le Festival en août, considéré comme le plus important événement culturel du Nord-du-Québec, s'inscrit dans la liste des événements sélectionnés par Loto Québec en raison de son pouvoir d'attraction touristique et des retombées sociales et culturelles générées dans la communauté.

Dans l'ensemble, ces événements ont généré des retombées directes observables selon l'achalandage touristique. Par rapport à l'année précédente, on a observé une augmentation des revenus de taxation sur l'hébergement et du taux d'occupation moyen. Tourisme Baie-James a pris part activement et financièrement aux campagnes de promotion des festivals et événements régionaux avec des capsules publicitaires et promotionnelles à la radio et dans les médias sociaux. Ces campagnes de promotion contribuent à faire connaître nos festivals et événements à l'extérieur de la région.



Planification stratégique jamésienne 2015-2020

La planification stratégique a pour objectif de mettre en œuvre une vision partagée du développement de la région en tirant profit des ressources humaines, financières, informationnelles et matérielles des acteurs qui s'y engagent. Ultimement, une cohésion des actions et une meilleure force d'intervention permettront d'améliorer les conditions socioéconomiques du territoire et du mieux-être de la population.

L'Administration régionale Baie-James joue un rôle de coordination de la démarche et s'engage à réaliser certaines actions. Elle anime, concerte et soutient la réalisation des différentes phases de la planification stratégique. Les acteurs de première ligne de la planification sont les partenaires qui s'engagent à collaborer dans l'élaboration d'une vision commune, à réaliser des actions et à rendre compte des résultats atteints. Elle réalise ainsi un mandat qui lui est confié par le gouvernement du Québec, soit de coordonner l'élaboration d'un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de la région et d'en effectuer son suivi.

Cette année, les travaux se sont poursuivis avec, notamment, une grande consultation visant le développement de services en tourisme. En effet, l'Administration régionale Baie-James, en collaboration avec Tourisme Baie-James, a réalisé deux rencontres de consultation régionale qui ont mené à un plan d'action conjoint sur le développement de l'offre touristique. Au total, ce sont plus d'une cinquantaine de personnes issues du milieu municipal, de représentants d'entreprises et d'organismes qui ont pris part à cette démarche. L'Administration régionale Baie-James souhaite que cette démarche crée un environnement propice à l'investissement, une offre touristique attractive, structurée et distinctive ainsi qu'une industrie reconnue comme un moteur de développement économique régional et une source de création d'emplois.

Suivi de la planification quinquennale jamésienne

Au mois de mars 2015, faisant suite à plusieurs travaux, l'Administration régionale Baie-James déposait le Plan quinquennal jamésien de développement 2015-2020. Cependant, l'instauration de la planification stratégique n'est pas terminée! En effet, afin de mettre en œuvre le Plan, l'implication de tous doit se poursuivre, notamment celle des organisations de développement jamésiennes.

L'année 2016-2017 a donc été l'occasion de reprendre les travaux de mobilisation en Jamésie, notamment dans le cadre de nombreuses rencontres de partenaires provenant des quatre coins de la région et visant à connaître l'intérêt de ces derniers quant à la mise en œuvre du Plan.

De plus, des rencontres de concertation se sont tenues visant ultimement à obtenir l'engagement de partenaires en développement quant aux différents axes du Plan en vue de passer à l'action concrètement.

Ententes sectorielles de développement

Convention d'aide financière 2015-2020 visant le développement de l'économie sociale

Dans le cadre de l'Entente sectorielle (convention d'aide financière) visant le développement de l'économie sociale, l'année 2016-2017 a été définie par une période d'incertitude liée au financement du ministère de l'Économie, des Sciences et de l'Innovation (MESI). Le MESI envisageait de ne pas verser les sommes non dépensées à la fin de chaque année de la convention, malgré le fait que ladite convention stipulait que les sommes non utilisées pouvaient être transférées d'une année à l'autre jusqu'à la fin de l'entente. Cette situation inhabituelle a teinté les actions du Pôle et le choix des projets soutenus.

Finalement, à la rencontre des Pôles organisée par le Chantier en février 2017, nous avons été informés que les sommes non utilisées pourraient être reconduites. Par conséquent, le Pôle pourra poursuivre ses activités comme prévu dans son plan d'action.

Rappelons que la convention vise à soutenir le Pôle afin que ce dernier effectue, notamment :

- les activités portant sur le développement ou la consolidation de nouvelles filières de développement et de projets en économie sociale;
- l'harmonisation des interventions entre les acteurs concernés par l'économie sociale sur le territoire afin d'en maximiser les effets;
- le soutien à la relève de la main-d'œuvre en économie sociale;
- le développement des compétences auprès des acteurs de l'économie sociale;
- l'avancement des connaissances et de la recherche en économie sociale en Jamésie;
- la veille des opportunités de développement;
- la concertation et le développement de partenariat avec les intervenants locaux et régionaux en économie sociale;
- la représentation des entreprises d'économie sociale sur le territoire;
- la diffusion d'information sur l'économie sociale et sa promotion.

Malgré l'incertitude liée au financement de ses activités, plusieurs actions ont été mises de l'avant comme prévu dans le Plan d'action du Pôle d'économie sociale de la Jamésie.

Ainsi, l'année s'est terminée par un projet de sensibilisation et de promotion ayant mobilisé plusieurs acteurs de développement. En effet, la Jamésie a eu le plaisir de recevoir le Chantier de l'économie sociale dans le cadre de la Tournée des régions les 21 et 22 mars. Plusieurs activités étaient au programme, dont des visites d'entreprises d'économie sociale (EÉS), des activités avec les jeunes (Club vert, dîner-conférence au Cégep, groupe de discussion avec les classes d'étudiants du secteur des services à la personne, un 5 à 7 grand public, etc.). De plus, une activité spéciale s'est tenue avec les élus de la région et une autre avec le conseil d'administration de Tourisme Baie-James et le responsable du Créneau ACCORD du tourisme dans le Nord-du-Québec.

Déjà, suite à la tournée, deux OBNL ont manifesté leur intérêt de siéger au Pôle et à faire reconnaître leur organisation comme EÉS. Aussi, des idées de projets de la part des élus ont émergé lors de la rencontre avec monsieur Jean-Martin Aussant et madame Maude Brossard. De plus, deux nouveaux projets d'EÉS ont été déposés au Réseau d'investissement social du Québec (RISQ).



Entente administrative 2015-2016 sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie

En mars 2016, l'Administration régionale Baie-James a signé l'Entente administrative 2015-2016 sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie, avec le Secrétariat à la condition féminine, en vue de contribuer à la mise en œuvre des orientations de la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*. Cette entente prévoit le transfert de 56 000 \$ qui ont permis la tenue d'activités en égalité entre les femmes et les hommes dans les communautés jamésiennes au cours de l'année 2016-2017 par le Comité condition féminine Baie-James (CCFBJ).

Les actions réalisées sont, entre autres, un colloque régional sur l'hypersexualisation pour les intervenants auprès des jeunes de 11 à 18 ans. Une cinquantaine de personnes ont participé à cet événement qui portait sur des thèmes tels que la cybercriminalité et les produits amaigrissants et où des outils d'éducation à la sexualité et pour faire face à l'hypersexualisation étaient partagés.

Une pièce de théâtre abordant les problématiques reliées à l'image corporelle a été montée spécifiquement pour la région par la troupe Parminou. La pièce fut présentée six fois dans différentes écoles de la région. Ce sont environ 300 jeunes de la région qui ont été sensibilisés aux problématiques reliées à l'image corporelle.

Un publireportage ayant pour but de valoriser les employeurs qui embauchent des femmes dans des métiers traditionnellement masculins a également fait partie des actions réalisées dans le cadre de cette entente. Au total, sept publications dans le journal *Le Jamésien* ont eu lieu en cours d'année.

Finalement, un colloque sur l'implication citoyenne a été offert aux femmes de la région par le Groupe Femmes politique et démocratie. Ce fut 24 femmes qui ont pu participer à ces deux journées où l'implication citoyenne et l'estime de soi étaient au menu.

En mars 2017, l'Administration régionale Baie-James a signé l'Entente administrative 2016-2017 sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région Nord-du-Québec, secteur Jamésie, avec le Secrétariat à la condition féminine. Cette entente permettra la tenue d'actions en égalité dans la région au cours de l'année 2017 qui seront mises en œuvre par le Comité condition féminine Baie-James (CCFBJ).

Entente sur l'adaptation régionale pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie 2013-2017

Au cours de cette quatrième et dernière année à l'Entente sur l'adaptation régionale pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie 2013-2017, plusieurs réalisations ont eu lieu pour et par les aînés de la région.

Cette année, ce sont 21 projets au total, soit 2 projets régionaux et 19 projets locaux qui ont obtenu une aide financière pour leur réalisation. Les projets mis en place visent surtout à favoriser la participation sociale des aînés, les relations intergénérationnelles et visent également à améliorer leurs conditions de vie.

En ce qui a trait aux projets régionaux, outre la Rencontre régionale pour les personnes âgées Nord-du-Québec, la pièce de théâtre « Pas de vacances pour les anges » abordant la thématique des conditions de vie des proches aidants d'aînés a été présentée partout en région et a connu un réel succès.

D'autres projets ont été réalisés au bénéfice des aînés afin, notamment, de souligner l'engagement bénévole, de briser l'isolement des aînés, de favoriser l'accès aux technologies et d'améliorer les conditions de vie par le vieillissement actif.

*Projets réalisés en 2016-2017 le cadre de l'entente spécifique pour les aînés
2013-2017*

Projet	Promoteur	Montant
ESA-99 - À table, tous ensemble	Le Club de l'âge d'or « Les Intrépides » de Chibougamau	2 770 \$
ESA-100 - Dîner intergénérationnel avec les aînés de la FADOO de Chibougamau 2016	Le Club Lions de Chibougamau	1 000 \$
ESA-102 - Amélioration des locaux du Club de l'âge d'or	Le Club de l'âge d'or « Les Amants du Bel Âge »	5 060 \$
ESA-103 - Pique-Nique familial pour le 50 ^e de la ville	F. G. L. Étoile Filante	3 808 \$
ESA-104 - Le bénévolat, c'est essentiel	Le Club de l'âge d'or « Les Intrépides » de Chibougamau	1 420 \$
ESA-105 - Cours de tissage	Cercle des fermières de Chibougamau	2 760 \$
ESA-106 - Mise à jour obligatoire	Le Club de l'âge d'or « Les Intrépides » de Chibougamau	5 207 \$
ESA-107 - Aimez vos pieds, vous en avez temps besoin!	Le Club de l'âge d'or « Les Intrépides » de Chibougamau	9 296 \$
ESA-108 - Pièce de théâtre « Le coffre »	Comité de prévention suicide	4 401 \$
ESA-109 - Fête des jubilés	Chevaliers de Colomb Notre-Dame-de-Lourdes	3 000 \$
ESA-110 - Pièce de théâtre « Pas de vacances pour les anges »	APPUI Jamésie	2 077 \$
ESA-111 - Pas d'excuse pour s'entraîner!	Corporation des loisirs de Chapais	7 280 \$
ESA-112 - Bercethon intergénérationnel en coeur	Pavillon de la Rose	2 575 \$
ESA-113 - Super party de quilles 2017	Pavillon de la Rose	4 637 \$
ESA-114 - Repas-causerie Beaucanton	Village en santé Valcanton	12 732 \$
ESA-115 - Tournoi de curling intergénérationnel	Office municipal d'habitation de Chapais	2 114 \$
ESA-116 - Parc intergénérationnel	Corporation de développement économique de Chapais	100 000 \$
ESA-118 - Cours de courtpointe	Cercle des fermières de Chibougamau	2 150 \$
ESA-119 - Cours de tricot à l'aiguille, tricot au crochet et cours de cuisine	Cercle des fermières de Chibougamau	1 235 \$
ESA-120 - Nous les aînés, rassemblons-nous pour fêter et s'amuser	Mont Fenouillet à cheval	40 000 \$
ESA-121 - Mise en forme pour les 50 ans et plus	Corporation des loisirs de Chapais	8 171 \$
ESA-122 - Rencontre régionale des aînés Nord-du-Québec 2017	Club de l'âge d'or « Les Vaillants » de Chapais	10 000 \$
ESA-123 - Dîner intergénérationnel avec les aînés de la FADOO de Chibougamau 2017	Le Club Lions de Chibougamau	3 950 \$
ESAOP-06 - Aimez vos pieds	Corporation de développement économique de Chapais Le Club de l'âge d'or « Les Amants du Bel Âge »	9 265 \$
Total		244 908 \$

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité

L'Alliance pour la solidarité, entre le ministère de l'Emploi et la Solidarité sociale et l'Administration régionale Baie-James, a été signée en juin 2012 faisant suite au dépôt du Plan d'action jamésien pour la solidarité et l'inclusion sociale.

Pour l'année 2016-2017, il n'y a pas eu d'appel de projets puisqu'à la suite du prolongement de l'Alliance, la Table jamésienne pour la solidarité et l'inclusion sociale (TJSIS) a décidé de prioriser les projets en sécurité alimentaire, ces derniers répondant directement aux besoins de base des individus en situation de pauvreté. Les projets en cours se sont poursuivis afin que chacune des communautés jamésiennes ait accès à un service en sécurité alimentaire. En tout, trois projets locaux et un projet régional ont reçu une aide financière totalisant 107 333 \$.

Projets financés dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Projet	Promoteur	Lieu du projet	Subvention
Aliments- Terre	Centre de femmes les essenti « elles »	Chapais	17 333 \$
Ma communauté en action pour la santé de la population	Comité de développement social de Villebois	Villebois	57 000 \$
Cuisine solidaire	Comité de bienfaisance des filles d'Isabelle	Lebel-sur-Quévillon	18 000 \$
Fonds d'urgence	Table jamésienne pour la solidarité et l'inclusion sociale	Régional	15 000 \$
Total			107 333 \$

Convention d'aide financière afin de soutenir la conception et le dépôt d'un PDZA

Selon les ententes convenues à ce jour avec les autorités gouvernementales, le Plan de développement de la zone agricole (PDZA) doit couvrir le territoire des municipalités jamésiennes et du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James. Jusqu'à la reprise des travaux au cours de l'été, une préoccupation persistait chez les élus régionaux, à savoir à quel moment l'ensemble des communautés cries et jamésiennes allaient être consultées sur les travaux en cours, étant donné que le territoire d'application s'étend jusque sur l'ensemble des terres III. Les membres du comité directeur s'entendent sur le fait que le territoire est très vaste et qu'il y aurait lieu de se concentrer sur les secteurs des plus propices pour d'éventuelles actions de développement agricole, tant pour ce qui concerne les attentes des différentes communautés que des facteurs qui contribuent à leur potentiel. Aussi, les membres du comité directeur ont suggéré que le portrait se concentre à l'intérieur des limites municipales et à proximité de ces dernières, ainsi que dans la zone agricole actuellement reconnue.

Les travaux ont pu débuter lorsque les aspects territoriaux et relatifs à la démarche ont été convenus. La première étape de la démarche consiste à réaliser un portrait et à la fin de l'année financière, cette étape était achevée à 80 %. Or, beaucoup de travail reste à faire et l'échéance initialement établie au 31 décembre 2017 pour réaliser l'ensemble de la démarche est rapidement devenue peu réaliste. Aussi, une entente est intervenue entre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et l'Administration régionale Baie-James pour prolonger le délai de réalisation au 28 février 2018.

Entente portant sur la gestion et l'administration du Programme de réduction des tarifs aériens pour les résidents des zones nordiques et intermédiaires de la Baie-James

Relativement à la région Nord-du-Québec, l'Administration régionale Baie-James s'est vu confier l'administration du Programme de réduction des tarifs aériens, lequel s'adresse aux résidents des zones nordiques et intermédiaires du territoire d'Eeyou Istchee Baie-James.

Encore cette année, les déplacements vers les destinations hors Québec ne sont pas admissibles au Programme, et ce, depuis le 1^{er} novembre 2014. Le déplacement doit être effectué seulement au Québec afin d'être admissible à un remboursement.

Concernant l'année financière 2016-2017, ce sont 219 demandes qui ont été traitées. De ce nombre, 212 ont été acceptées et 7 furent refusées. De l'ensemble des demandes reçues, 79 provenaient de la Jamésie et 140 provenaient des communautés crie pour des remboursements totalisant 34 499 \$.

Entente sur le développement culturel Nord-du-Québec, secteur Jamésie

Un appel de projets a été lancé le 17 octobre 2016. Les membres du comité d'analyse et de recommandation ont recommandé l'octroi d'une subvention de cinq projets sur sept soumis dans le cadre du fonds de l'Entente.

Projets réalisés en 2016-2017 dans le cadre de l'Entente de développement culturel Nord-du-Québec, secteur Jamésie

Entente de développement culturel 2016-2017		Enveloppe	
		ARBJ	25 000 \$
		MCC	25 000 \$
		Total	50 000 \$
Projet	Montant demandé	Répartition	
		ARBJ	CALO
FCR-59 – 3 ^e édition de la Débâcle musicale (Chibougamau)	5 000 \$	2 500 \$	2 500 \$
FCR-61 – Sculpt'Art (Chibougamau)	1 500 \$	750 \$	750 \$
FCR-62 – 4 ^e édition du Symposium de peinture « La rencontre des arts » (Matagami)	5 000 \$	2 500 \$	2 500 \$
FCR-63 – Visitez une maison des jeunes Autochtones à Mistissini (Chibougamau)	1 100 \$	550 \$	550 \$
FCR-64 – Artistes au travail (Chibougamau)	1 000 \$	500 \$	500 \$
	Solde	18 200 \$	18 200 \$

Ententes de partenariat

Entente de partenariat 2016-2017 – Entente de partenariat visant le développement du loisir et du sport

L'Administration régionale Baie-James et Loisir Sport Baie-James (LSBJ) ont travaillé ensemble afin de favoriser le développement des sports et des loisirs en Jamésie. Plus précisément, des investissements de 65 000 \$ de l'Administration régionale Baie-James, attribué pour l'année 2016-2017, ont permis de soutenir les programmes et projets suivants :

- Programme des bourses sportives Nord-du-Québec;
- Programme de formation des entraîneurs, arbitres et officiels;
- Rencontre jeunesse régionale;
- Rencontre des aînés régionale;
- Gala excellence Baie-James.

L'Administration régionale Baie-James est fière d'avoir, par cette entente, contribué à la mise en œuvre du Plan quinquennal jamésien 2015-2020 en ce qui concerne l'orientation *1.1. Développer une communauté fière et solidaire ayant un sentiment d'appartenance fort* par le soutien de deux événements rassembleurs régionaux.

Entente de partenariat 2016-2018 « La ruée vers le Nord : organisme porteur de la promotion de la région »

Dans le cadre du nouveau mandat d'Attraction Nord en tant qu'organisme porteur de la promotion de la région depuis 2015, une entente de partenariat 2016-2018 a été signée avec l'ARBJ, à hauteur de 80 000 \$ par année. Au cours de cette année, l'organisme a poursuivi la promotion de sa nouvelle signature visuelle *Baie-James, Vivre autrement!* par l'intermédiaire de son site Internet, le portail Web régional.



Crédit photo : Attraction Nord

De plus, Attraction Nord fut active dans la promotion des opportunités d'emplois dans la région auprès des jeunes diplômés provenant de toutes les régions du Québec. En effet, elle a participé à trois journées carrières, soit à l'Université Laval, à l'Université du Québec en Outaouais et à l'Université du Québec à Chicoutimi. En plus d'avoir accompagné les deux agentes de migration de la Jamésie lors de la Semaine des régions 2017 – Place aux jeunes en février dernier, Attraction Nord a également promu la région et ses opportunités lors d'un salon carrière au Cégep de Sherbrooke. Enfin, elle a réalisé des conférences auprès de la clientèle immigrante établie à Montréal et apte au marché du travail québécois dans le but de leur faire découvrir la Baie-James. Toutes ces activités promotionnelles ont permis à Attraction Nord de rencontrer plus de 2600 candidats.



Crédit photo : Attraction Nord

Après de nombreux pourparlers entamés en 2015 avec le groupe de musique chapaisien « 2frères », Attraction Nord a été en mesure de signer une entente de partenariat avec ces derniers afin qu'ils deviennent des ambassadeurs de la région partout à travers le Québec. Des outils promotionnels (manteaux d'hiver, tuques, t-shirts) à l'effigie de l'identité visuelle « Baie-James, Vivre autrement! » ont été produits et mis à leur disposition.

De plus, Attraction Nord étant également responsable de la promotion intrarégionale, et dans le but de faire connaître l'organisme, d'accroître la connaissance de la région auprès de la population et en faire ses ambassadeurs, elle a assisté à des événements et festivals régionaux tels que le Festival en août à Chibougamau, le Festival Gymkhana de Villebois ainsi que le festival Chasse à l'humour et à la chanson de Matagami.

En collaboration avec Tourisme Baie-James, un projet de concours photo a aussi été lancé en septembre 2016 et une cinquantaine de photos ont été reçues seulement en trois mois.



Crédit photo : Attraction Nord

Entente de partenariat 2016-2018 « Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie : deuxième agent de migration »

Le Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie (CJEJ) désigné comme étant l'organisme responsable de tout ce qui touche la migration d'une personne souhaitant s'installer en région depuis 2015, l'Administration régionale Baie-James a renouvelé son entente de partenariat avec cet organisme pour les deux prochaines années permettant ainsi l'embauche d'un second agent de migration régionale. Or, cette deuxième année avec deux agents de migration sur le territoire a permis de desservir un plus large éventail de la clientèle. En effet, l'équipe de migration du CJEJ, maintenant le point de chute régional pour préparer la venue et accueillir les nouveaux arrivants (incluant les personnes immigrantes) dans les communautés jamésiennes, est constituée d'une agente de migration Place aux jeunes en Jamésie pour la clientèle âgée de 18 à 35 ans, et la seconde agente accompagne la clientèle de 36 ans et plus.

En 2016-2017, les deux agentes de migration en place ont été actives dans chaque milieu par leur présence et leur implication dans plusieurs dossiers touchant la migration régionale, notamment par les actions marquantes suivantes :

- recenser les jeunes finissants qui quittent la région pour poursuivre leurs études :
 - ❖ 5 écoles secondaires visitées et 170 jeunes sensibilisés et répertoriés.
- assurer un soutien individuel à distance auprès des futurs migrants et des conjoints intéressés par notre région :
 - ❖ 111 candidats âgés de 18 à 35 ans.
 - ❖ 36 candidats de 36 ans et plus, dont 15 sont des personnes immigrantes.
 - ❖ Un total de **34 migrations réussies** en 2016-2017 de candidats en soutien individuel, dont 9 sont âgés de 36 ans et plus.

- organiser des séjours exploratoires qui sont davantage faits de façon individuelle et qui tiennent compte des besoins en main-d'œuvre des communautés jamésiennes :
 - ❖ 15 participants de 18 à 35 ans, dont **trois** ont migré en région au cours de l'année.
 - ❖ 7 participants de 36 ans et plus dont **un** s'est installé dans la région au cours de l'année.
- favoriser le jumelage avec les employeurs de la région afin de créer un partenariat d'échange et de collaboration :
 - ❖ 60 employeurs de la région ont été rencontrés afin de leur présenter leurs services.
 - ❖ 442 emplois affichés.
- rencontrer les élus, les organismes et les employeurs afin de les sensibiliser et de mettre sur pied des incitatifs à s'établir dans la région et à devenir partenaires à la stratégie migratoire :
 - ❖ 53 élus municipaux, régionaux et provinciaux ont été rencontrés.
- s'impliquer activement à l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants en collaborant avec le comité des nouveaux arrivants de chaque milieu;
- mettre à disposition un formulaire unique des nouveaux arrivants pour chaque milieu;
- participer à la création du document *Le parcours du migrant*;
- siéger au sein des tables et rencontres de concertation régionale sur la migration et l'immigration;
- participer à divers événements régionaux afin de présenter les services de la migration.



Crédit photo : Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie

Enfin, lors de la Semaine des régions organisée par Place aux jeunes en région et tenue en février 2017, les agentes de migration de la Baie-James, en collaboration avec Attraction Nord, ont rencontré près de 300 étudiants, finissants et personnes nouvellement diplômées. Nouvelle initiative cette année, un salon de l'emploi en région a été organisé à l'Espace Desjardins de Montréal et auquel trois employeurs de la région étaient présents, soit Glencore, Eacom et Chapais Énergie. Cette semaine, qui avait pour but de présenter toutes les opportunités de vie, de carrière, d'affaires et de stages en région a favorisé l'enregistrement de nouveaux candidats et, par conséquent, de nouveaux accompagnements à distance ont été réalisés.

Entente de partenariat territorial portant sur la création artistique de la Jamésie 2016-2017 (avec le Conseil des arts et des lettres du Québec)

L'Entente de partenariat avec le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) a été reconduite pour une deuxième année dans le but de contribuer au développement artistique et à la diffusion d'œuvre des artistes de toutes générations.

Afin de favoriser la rétention des artistes dans la région et d'encourager l'émergence et le développement numérique dans la pratique artistique et littéraire, ce sont 24 000 \$ qui ont été octroyés en bourses.

Les projets déposés par les artistes de la région devaient prévoir des initiatives de partenariat reliées à la communauté et répondant à des objectifs de création, de production et de diffusion qui

favorisent les liens entre les arts et la collectivité, tout en favorisant l'accessibilité aux œuvres artistiques et littéraires auprès de la population locale et régionale.

Les membres du comité de sélection désignés par le CALO ont choisi trois des six projets déposés.

Répartition des bourses octroyées

Fonds CALO		Enveloppe	
		ARBJ	CALO
		17 500 \$	17 500 \$
		Total	35 000 \$
Nom	Montant demandé	Répartition	
		ARBJ	CALO
Arts visuels – M. Alain Lortie de Chibougamau	8 000 \$	4 000 \$	4 000 \$
Arts visuels – Mme Stéphanie Thompson de Radisson	6 000 \$	3 000 \$	3 000 \$
Cinéma et vidéo – Mme Marie-Geneviève Chabot de Chapais	10 000 \$	5 000 \$	5 000 \$
Solde :		5 500 \$	5 500 \$

La reconnaissance de l'art des artistes par leurs pairs et l'attribution de la bourse confirmer la reconnaissance à titre d'artiste professionnel. Un grand pas pour les artistes de la Jamésie!

Il est déjà convenu de poursuivre le travail amorcé avec le CALO dans le cadre d'une troisième entente de partenariat, et ce, au bénéfice des artistes et des artisans de la région.

Entente spécifique portant sur la Table jamésienne de concertation minière dans la région Nord-du-Québec

L'année 2016-2017 aura été une année de consolidation et de recentrage sur la mission de la Table jamésienne de concertation minière (TJCM) après avoir finalisé toutes activités dans le dossier du Centre d'étude appliquée du quaternaire (CEAQ), projet de laboratoire, c'est-à-dire par le démantèlement complet du laboratoire et l'entreposage des équipements importants.

La recherche de nouveaux partenaires financiers est toujours très active afin de maintenir les services de qualité offerts.

La TJCM maintient ses mandats de représentation stratégique qui sont de hautes importances pour le développement de l'industrie minière dans la région. Entre autres, elle est l'interlocuteur privilégié de l'Administration régionale Baie-James pour toutes les questions minières, elle détient un siège au conseil d'administration de l'Institut national des mines (INM), représente le secteur minier au Comité des ressources naturelles du Gouvernement régional d'EeYou Istche Baie-James (GREIBJ) et siège au conseil d'administration de l'Association de l'exploration minière au Québec (AEMQ).

Dans le programme d'aide à la prospection minière (PAPM) financé par l'Administration régionale Baie-James, trois projets furent évalués (un polymétallique et deux aurifères). De ce nombre, deux demandes de soutien technique pour des projets aurifères et deux projets furent retenues pour un total de 16,342 \$ alloués pour des travaux de décapage et de rainurage (projet aurifère Dragon 167 de Multi-Ressources Boréal et du projet aurifère Trenholme de Ressources Tectonic Inc).

En collaboration avec le Centre d'études collégiales à Chibougamau et le Centre de formation professionnelle de la Baie-James ainsi que par une aide financière d'Emploi-Québec, un atelier de formation en prospection minière fut préparé comprenant 17 blocs de présentations thématiques touchant toutes les facettes de la prospection pour un total de 20 heures. Cet atelier fut offert avec

la Commission scolaire de la Baie-James dans les municipalités de Radisson, Matagami, Lebel-sur-Quévillon et de Chibougamau en 2016 et 18 personnes y ont participé.

Sommaire des contributions aux différents projets

Ententes administratives

Titre du projet	Promoteur	Montant
Égalité entre les femmes et les hommes Nord-du-Québec (secteur Jamésie)	-	7 600 \$
Total		7 600 \$

Ententes de partenariat 2016-2017

Promoteur	Montant
Centre d'entrepreneurship nordique	30 000 \$
FaunENord	40 000 \$
Table jamésienne de concertation minière	75 000 \$
Programme d'aide à la prospection minière (TJCM)	30 000 \$
Loisir Sport Baie-James	65 000 \$
Chantier de l'économie sociale	50 000 \$
Entente sur l'amélioration de vie des aînés	50 000 \$
Attraction Nord	80 000 \$
Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie	38 223 \$
Comité condition féminine Baie-James	6 500 \$
Conseil des arts et des lettres du Québec	17 500 \$
Ministère de la Culture et des Communications	25 000 \$
Soutien à l'initiative sociale en Jamésie	50 000 \$
Total	557 223 \$

Politique de soutien aux projets structurants

Selon les termes de l'entente relative au Fonds de développement des territoires, l'ARBJ a adopté sa Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie 2016-2017. Cette dernière est révisée annuellement ou au besoin.

Dans le cadre de cette Politique, il est possible de déposer une demande de subvention dans l'un des programmes suivants :

- Fonds de développement des territoires (trois volets);
- Soutien à l'initiative sociale de la Jamésie (SISJ);
- Soutien au développement rural (anciennement le Pacte rural).

Priorités annuelles d'intervention 2016 - 2017

1) Orientations générales de l'Administration régionale Baie-James

Avec le montant qui lui a été consenti dans le cadre du Fonds de développement des territoires (FDT), l'Administration régionale Baie-James compte soutenir financièrement le fonctionnement de l'administration ainsi que la mise en œuvre de projets et d'actions diverses relatifs aux priorités annuelles établies dans ce document et celles du Plan quinquennal jamésien de développement 2015-2020.

Entre autres, une portion des sommes consenties à l'Administration régionale Baie-James sera utilisée pour le soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie ainsi que l'aide et le soutien au développement des entreprises. Pour plus d'information sur les différentes politiques de soutien, veuillez vous référer au site Internet de l'[Administration régionale de la Baie-James](#).

Dans un souci de souplesse face à de nouvelles occasions de développement local et régional sur le territoire, l'ARBJ se réserve le droit de soutenir financièrement des projets ou initiatives qui ne cadrent pas directement dans ces priorités, si elle le juge important.

Il est à noter que l'Administration régionale Baie-James travaille actuellement à l'élaboration de son Plan d'action organisationnel 2017-2020 à partir duquel les priorités annuelles des prochaines années pourront être précisées.

2) Priorités annuelles

Les priorités annuelles d'intervention pour l'année 2016-2017 sont :

a) La réalisation de mandats au regard de la planification de l'aménagement et du développement de son territoire

- Évaluer les intérêts des Jamésiens quant aux enjeux territoriaux (par exemple les dossiers des ressources naturelles, de transport, du développement minier, politique minière, etc.).
- Poursuivre le développement du secteur agroalimentaire/bioalimentaire (par exemple le Plan de développement de la zone agricole (PDZA)).

b) Le soutien à l'entrepreneuriat et à l'entreprise

- Développer, réviser et mettre en œuvre la nouvelle Politique de soutien aux entreprises.
- Soutenir le développement des entreprises (accompagnement, financement, suivi, Réseau capital Baie-James, etc.)
- Favoriser la rétention et la croissance d'entreprises déjà existantes.
- Poursuivre le développement de l'économie sociale.

c) La mobilisation des communautés et le soutien à la réalisation de projets structurants pour améliorer les milieux de vie

- Développer, réviser et mettre en œuvre la nouvelle Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie.
- Poursuivre les travaux de concertation relatifs au Plan quinquennal jamésien de développement 2015-2020 (migration, tourisme, culture, pauvreté, économie, etc.).
- Contribuer à l'amélioration des services à la population.
- Soutenir le développement de projets régionaux.
- Soutenir des organismes sans but lucratif de la région par le biais d'ententes de partenariat (migration, loisirs et sport, aînés, etc.).

d) L'établissement, le financement et la mise en œuvre d'ententes sectorielles de développement local et régional avec des ministères ou organismes du gouvernement

- Poursuivre le développement et la mise en œuvre d'ententes de développement local et régional avec des ministères ou organismes du gouvernement (culture, économie sociale, égalité hommes-femmes, immigration, aînés, etc.).

Fonds de développement des territoires

Le Fonds de développement des territoires (FDT) se veut une source de financement pour soutenir des initiatives de développement locales et régionales et s'adresse aux Jamésiens ou à des organismes ou entreprises privées souhaitant s'établir en Jamésie.

Voici les projets de promoteurs qui ont bénéficié d'une subvention durant la période visée de ce rapport.

Titre du projet	Promoteur	Montant
Valorisation de la filière PFNL (sur 2 ans)	FaunENord	24 000,00 \$
Programme éducatif	FaunENord	22 575,00 \$
Inventaire du cycle de vie des produits du bois	Cégep de Saint-Félicien	10 000,00 \$
Modernisation des quais	Festival du Doré Baie-James	10 000,00 \$
Programme éducatif forestier au primaire 2016-2017	Association forestière du Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 500,00 \$
Environnement	Camping Opémiska	6 000,00 \$
Secondaire en spectacle	Loisir Sport Baie-James	19 958,00 \$
Secondaire en spectacle	Écoles de la région	11 000,00 \$
Projet pilote d'imagerie satellitaire	Administration régionale Baie-James	30 000,00 \$
Classe neige	Association forestière du Saguenay-Lac-Saint-Jean	8 656,00 \$
Refonte du plan d'affaires	Écurie Sici Stan	16 256,48 \$
Maintien de la desserte des liaisons Chibougamau-Saint-Félicien et Dolbeau-Chicoutimi	Intercar	12 500,00 \$
Total		174 445,48 \$

Fonds de développement des territoires – volet festival, colloque et congrès

Titre du projet	Promoteur	Montant
Festival western 2016	Club équestre de Lebel-sur-Quévillon	1 320,41 \$
2 ^e édition de la Débâcle musicale	Festival la Débâcle musicale de Chibougamau	815,76 \$
Festival nautique	Club social de la brigade d'incendie de Lebel-sur-Quévillon	4 893,92 \$
Richesses naturelles en découverte	Développement Chibougamau	4 738,50 \$
Fête nationale 2016	Comité Fête Nationale Quévillon	5 200,00 \$
Défi polaire Baie-James	Club de motos neige de Chapais inc.	8 000,00 \$
Défi OSEntreprendre	SADC Chibougamau-Chapais inc.	5 000,00 \$
Total		29 968,59 \$

Fonds de développement des territoires – projets spéciaux

Titre du projet	Promoteur	Montant
Rencontre des aînés 2016	Ville de Matagami	10 000 \$
Festival du Doré Baie-James	Festival du Doré Baie-James	20 000 \$
Rencontre jeunesse	Ville de Lebel-sur-Quévillon	20 000 \$
Festival Folifrets	Festival Folifrets	10 000 \$
Festival en août	Ville de Chibougamau	30 000 \$
Total		90 000 \$

Fonds de développement des territoires - projets structurants et autres

Titre du projet	Promoteur	Montant
Acquisition d'un système de gestion	Toursime Baie-James	7 025 \$
Tournée éducative double 2016-2017	FaunENord	59 966 \$
Total		66 991 \$

Soutien à l'initiative sociale de la Jamésie

La subvention du Soutien à l'initiative sociale de la Jamésie (SISJ) est une aide financière accordée dans le cadre de la Politique de soutien aux projets structurants visant l'amélioration de la qualité de vie des Jamésiens. Ce programme soutient autant des projets locaux que régionaux. Au total, plus de 17 000 \$ a été investi pour quatre projets illustrés dans le tableau ci-dessous.

Description des projets		Total accordé
Titre du projet :	Formation DAFA	6 000 \$
Promoteur :	Commission Loisir et Sport de la Baie-James	
Axe du plan quinquennal :	2.3.1 - Une offre de formation adaptée aux réalités des milieux	
Objectifs :	1. Former des personnes en mesure d'animer professionnellement les milieux plus particulièrement dans le secteur des loisirs et des sports	
Titre du projet :	Formation cueillette de champignons et végétaux comestibles	3 287 \$
Promoteur :	Corporation de développement économique de Chapais	
Axe du plan quinquennal :	2.1.3 L'accès à la culture, aux loisirs et aux sports	
Objectifs :	1. Outiller les participants afin qu'ils puissent pratiquer de façon autonome une activité gratuite sur le territoire. 2. Connaître, identifier, récolter de façon sécuritaire et durable les PFNL du territoire.	
Titre du projet :	Semaine québécoise de l'orientation 2016	2 000 \$
Promoteur :	SADC Chibougamau	
Axe du plan quinquennal :	2.3.2 Valoriser la réussite éducative	
Objectifs :	1. Augmenter la motivation des jeunes de 13 à 20 ans quant à la persévérance scolaire. 2. Faire découvrir aux jeunes de 12 à 20 ans trois métiers qui existent en région reliés au domaine des ressources naturelles et de l'environnement 3. Aider les jeunes de 12 à 20 ans à se fixer un objectif de carrière	
Titre du projet :	Expo-sciences 2017	6 000 \$
Promoteur :	École secondaire La Taïga	
Axe du plan quinquennal :	2.3.2 Valoriser la réussite éducative	
Objectifs :	1. Augmenter l'intérêt des jeunes envers les sciences 2. Augmenter le degré de rigueur scientifique d'année en année	
Total		17 287 \$

Par la SISJ, l'Administration régionale Baie-James contribue à la mise en œuvre de l'orientation 2.1 - Assurer une qualité de vie exceptionnelle pour des communautés accueillantes et en santé du Plan quinquennal jamésien de développement 2015-2020.

Soutien au développement rural 2016-2017

Cette section présente la reddition de compte du Pacte rural 2014-2019 depuis la signature de l'entente entre l'Administration régionale Baie-James et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT). Les sommes octroyées par le ministère pour l'année 2014-2015, ainsi que toutes sommes inutilisées de l'entente précédente, soit le Pacte rural 2007-2014, devaient être dépensées en totalité au plus tard le 31 mars 2017.

Le Pacte rural 2014-2019 ayant pris fin en 2015 à la suite d'une annonce gouvernementale, les enveloppes budgétaires pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017 provenant maintenant dorénavant du nouveau Fonds de développement du territoire administré par l'ARBJ. Le terme « pacte rural » a donc changé pour celui de « Soutien au développement rural ».

Répartition des sommes par année financière

La part régionale a été administrée directement à l'ARBJ, tandis que les sommes locales ont été transférées pour être gérées par les municipalités et localités de la Jamésie. À la page suivante, vous trouverez le tableau qui présente la répartition des sommes par année financière couvrant la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2017.

Répartition des sommes du Pacte rural par année financière			
	Montant accordé par le Pacte rural ou le fonds de Soutien au développement rural		
Les localités	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Radisson	25 000 \$	25 000 \$	40 000 \$
Valcanton (Val-Paradis et Beaucanton)	50 000 \$	50 000 \$	53 333 \$
Villebois	25 000 \$	25 000 \$	26 667 \$
Sous-total	100 000 \$	100 000 \$	120 000 \$
Les municipalités			
Chapais	25 726 \$	30 675 \$	35 675 \$
Chibougamau	25 726 \$	30 675 \$	35 675 \$
Lebel-sur-Quévillon	25 726 \$	30 675 \$	45 675 \$
Matagami	25 726 \$	30 675 \$	45 675 \$
Sous-total	102 904 \$	122 700 \$	162 700 \$
Au régional			
Administration régionale Baie-James	44 540 \$	72 126 \$	46 839 \$
Sous-total en projets	247 444 \$	294 826 \$	329 539 \$
Subvention du salaire de trois agents de développement rural	86 151 \$	86 151 \$	86 151 \$
Total	333 595 \$	380 977 \$	415 690 \$

Solde du fonds de Soutien au développement rural au 31 mars 2017

Les tableaux suivants présentent le récapitulatif des revenus et des sommes engagées de ces trois années financières par municipalité et localité ainsi qu'à l'échelle régionale. Le détail des projets financés par le Pacte rural 2014-2015 ainsi que ceux financés par le fonds de Soutien au développement rural 2015-2016 et 2016-2017 se retrouve à l'annexe 1 du présent document.

Les localités	RADISSON	VALCANTON	VILLEBOIS
Solde du Pacte rural 2007-2014	13 433 \$	1 314 \$	3 733 \$
Montant accordé par le Pacte rural 2014-2015	25 000 \$	50 000 \$	25 000 \$
Sous-total 2014-2015	38 433 \$	51 314 \$	28 733 \$
Sommes engagées pour des projets en 2014-2015	23 388 \$	10 000 \$	13 733 \$
Solde du Pacte rural 2014-2015 au 31 mars 2015	15 045 \$	41 314 \$	15 000 \$
Montants accordés du FDT pour l'année 2015-2016	25 000 \$	50 000 \$	25 000 \$
Sous-total 2015-2016	40 045 \$	91 314 \$	40 000 \$
Sommes engagées pour des projets en 2015-2016	- \$	62 103 \$	29 031 \$
Solde du Pacte rural 2014-2015 et 2015-2016 au 31 mars 2016	40 045 \$	29 211 \$	10 969 \$
Montants accordés du FDT pour l'année 2016-2017	40 000 \$	53 333 \$	26 667 \$
Sous-total 2016-2017	80 045 \$	82 544 \$	37 636 \$
Sommes engagées pour des projets en 2016-2017	80 045 \$	54 076 \$	35 598 \$
Solde du Pacte rural 2007-2014 au 31 mars 2017	- \$	- \$	- \$
Solde du Pacte rural 2014-2015 au 31 mars 2017	- \$	- \$	- \$
Solde du développement rural au 31 mars 2017	- \$	28 468 \$	2 038 \$

Les municipalités				
	CHAPAIS	CHIBOUGAMAU	LEBEL-SUR-QUEVILLON	MATAGAMI
Solde du Pacte rural 2007-2014	- \$	- \$	- \$	- \$
Montant accordé par le Pacte rural 2014-2015	25 726 \$	25 726 \$	25 726 \$	25 726 \$
Sommes engagées pour des projets en 2014-2015	- \$	- \$	- \$	- \$
Solde du Pacte rural 2014-2015 au 31 mars 2015	25 726 \$	25 726 \$	25 726 \$	25 726 \$
Montants accordés du FDT pour l'année 2015-2016	30 675 \$	30 675 \$	30 675 \$	30 675 \$
Sous-total 2015-2016	56 401 \$	56 401 \$	56 401 \$	56 401 \$
Sommes engagées pour des projets en 2015-2016	34 093 \$	18 000 \$	41 903 \$	30 084 \$
Solde du Pacte rural 2014-2015 et 2015-2016 au 31 mars 2016	22 308 \$	38 401 \$	14 498 \$	26 317 \$
Montants accordés du FDT pour l'année 2016-2017	35 675 \$	35 675 \$	45 675 \$	45 675 \$
Sous-total 2016-2017	57 983 \$	74 076 \$	60 173 \$	71 992 \$
Sommes engagées pour des projets en 2016-2017	24 276 \$	20 140 \$	60 173 \$	8 000 \$
Solde du Pacte rural 2014-2015 au 31 mars 2017	- \$	- \$	- \$	- \$
Solde du développement rural au 31 mars 2017	33 707 \$	53 936 \$	- \$	63 992 \$

AU RÉGIONAL	
Solde du Pacte rural 2007-2014	- \$
Montant accordé par le Pacte rural 2014-2015	44 540 \$
Sommes engagées pour des projets en 2014-2015	24 066 \$
Solde du Pacte rural 2014-2015 au 31 mars 2015	20 474 \$
Montants accordés du FDT pour l'année 2015-2016	72 126 \$
Sous-total 2015-2016	92 600 \$
Sommes engagées pour des projets en 2015-2016	15 110 \$
Solde du Pacte rural 2014-2015 et 2015-2016 au 31 mars 2016	77 490 \$
Montant accordé aux municipalités à partir des surplus au 31 mars 2016	(30 651) \$
Montants accordés du FDT pour l'année 2016-2017	46 839 \$
Sous-total 2016-2017	46 839 \$
Sommes engagées pour des projets en 2016-2017	29 626 \$
Solde du Pacte rural 2014-2015 au 31 mars 2017	- \$
Solde du développement rural au 31 mars 2017	17 213 \$

Fonds Eastmain

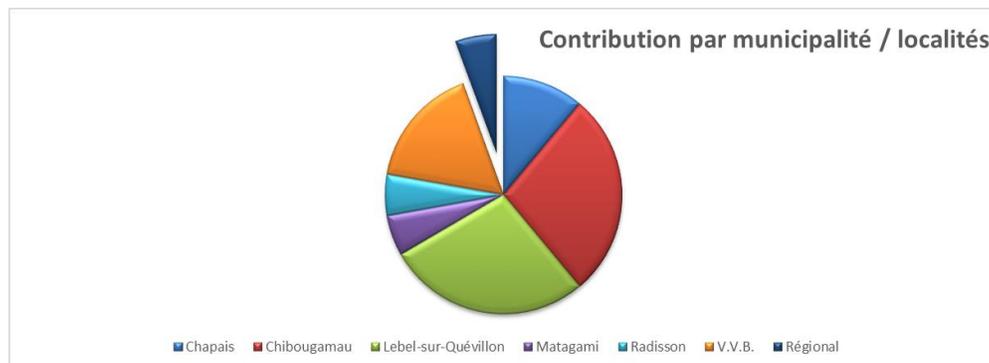
Titre du projet	Promoteur	Montant
Étude de faisabilité technico-commerciale	Corporation de dév. écon. de Chapais	45 034,00 \$
Développement de terrains équestres et de loisirs	Mont Fenouillet à cheval	30 455,00 \$
Amélioration et développement des activités	Club de curling Opémiska	5 429,65 \$
Modernisation des quais	Festival du Doré Baie-James	20 000,00 \$
Projet d'électrification	Pourvoirie Mirage	155 000,00 \$
Agrandissement de l'aréna de Beaucanton	Localité de Valcanton	122 841,66 \$
Fondation soleil du Nord de Matagami	Fondation soleil du Nord de Matagami	290 000,00 \$
Lits électriques sécuritaires	F.G.L. Étoile Filante inc.	12 632,00 \$
Budget de fonctionnement	TJCM	75 000,00 \$
Agrandissement du carrefour communautaire de Val-Paradis	Club de l'Âge d'Or de Val-Paradis	100 000,00 \$
Achat d'une bâtisse	Partenaires à part égale	39 811,00 \$
Total		896 203,31 \$

Volet entrepreneurial

L'exercice de cette année fut celui d'une année d'orientation pour le développement économique. L'Administration régionale Baie-James s'est munie d'un second analyste financier, tablant sur une approche client permettant d'y façonner son plein potentiel. Cette année, les contributions se sont démarquées par une participation dans un nombre varié de projets. Servant de levier au développement économique, la contribution financière a assuré le succès de la création, de l'expansion et du transfert d'entreprise. En injectant des sommes dans des entreprises de la Baie-James, les fonds servent à soutenir les projets diversifiant les activités économiques, assurant des services de proximité et une croissance du niveau de vie.

Contribution (en terme de projets et de sommes versées)

	Chapais	Chibougamau	Lebel-sur-Quévillon	Matagami	Radisson	V.V.B.	Régional	Total
FAHT								
ES								
FSD								
JP		1 5 000 \$	2 10 000 \$					3 15 000 \$
NP	1 5 000 \$	2 10 000 \$	1 5 000 \$	1 5 000 \$		2 6 000 \$		7 31 000 \$
PVE	1 18 000 \$	1 7 600 \$	1 4 944 \$		1 10 000 \$		1 5 000 \$	5 45 544 \$
FLI								
FLI/FLS								
ME		1 8 000 \$	1 8 000 \$			1 1 000 \$		3 17 000 \$
SRE								
Total	2 23 000 \$	5 30 600 \$	5 27 944 \$	1 5 000 \$	1 10 000 \$	3 7 000 \$	1 5 000 \$	18 108 544 \$



Entreprises ayant bénéficié d'une aide financière pour l'exercice 2016-2017

Accès 49/Nord	Chibougamau
Transport Steve Lapierre	Chibougamau
Huiles Essentielles Nordic	Chibougamau
SADC Chibougamau Chapais	Chibougamau
Men et Fils Électrique	Chapais
Tabagie dépanneur R.C. 2017	Chapais
Corporation de développement économique de Chapais	Chapais
Écurie Sici Stan	Lebel-sur-Quévillon
Multi-Marché du Nord	Lebel-sur-Quévillon
Écurie Sici Stan	Lebel-sur-Quévillon
Rénoveq	Matagami
Debeam Radisson	Radisson
Ferme Tourne-sol	V.V.B.

Sommaire des fonds disponibles et mission respective dans le cadre du volet entrepreneurial

FONDS D'AMÉLIORATION DE L'HÉBERGEMENT TOURISTIQUE (FAHT) – SUBVENTION

Améliorer la qualité de l'hébergement touristique de la Jamésie par des améliorations locatives d'établissements existants.

FONDS D'ÉCONOMIE SOCIALE (ES) – SUBVENTION

Soutenir financièrement le démarrage, l'expansion ou la consolidation d'entreprises d'économie sociale.

FONDS DE SOUTIEN À LA DIVERSIFICATION (FSD) – SUBVENTION

Favoriser la diversification économique dans la production de biens et services à valeur ajoutée en vue d'assurer le développement régional et la création d'emplois durables.

FONDS JEUNES PROMOTEURS (JP) – SUBVENTION

Encourager les jeunes entrepreneurs (35 ans et moins) dans leur démarche de démarrage.

FONDS NOUVEAUX PROMOTEURS (NP) – SUBVENTION

Aider les nouveaux entrepreneurs à créer ou à élargir les activités d'une entreprise par le biais d'une aide financière et d'un soutien technique.

FONDS PRÉDÉMARRAGE ET VALORISATION DE L'ENTREPRENEURIAT (PVE) – SUBVENTION

Soutenir financièrement les entrepreneurs et les milieux dans la réalisation d'activités se situant en amont des projets d'investissement.

FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT (FLI) – PRÊT

Favoriser la création et le maintien d'emplois par le biais d'une aide financière destinée aux entreprises en démarrage ou en expansion.

FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT ET FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ (FLI/FLS) – PRÊT

Apporter une aide financière et un soutien technique aux entreprises en démarrage et en expansion afin de favoriser la création et le maintien d'emplois sur le territoire de la Jamésie.

FONDS MICROENTREPRISE (ME) – PRÊT

Permettre aux microentreprises qui n'ont pas accès au financement traditionnel d'accéder à du crédit sans intérêt pour réaliser leur projet d'entreprise.

FONDS DE SOUTIEN À LA RELÈVE ENTREPRENEURIALE (SRE) – PRÊT

Soutenir et faciliter l'acquisition et le transfert d'entreprises en offrant un soutien financier pour l'élaboration d'un plan de transfert.

FONDS D'AIDE ET DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS (FAS) – PRÊT

Soutenir financièrement un besoin ponctuel, hors du contrôle du promoteur.

Bilan financier

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES

ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2017

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 2017

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 - 2
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	3
Résultats - Fonds affectés	4
Évolution de l'actif net	5 - 6
Bilan	7
Bilan - Fonds affectés	8
Flux de trésorerie	9
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS	10 - 19
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	
Annexe A - Administration générale et production	20
Annexe B - Résultats - Fonds ARBJ	21 - 23
Annexe C - Résultats - Fonds Soutien à l'entrepreneuriat	24 - 26

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration de
Administration régionale Baie-James

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Administration régionale Baie-James, qui comprennent le bilan au 31 mars 2017, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

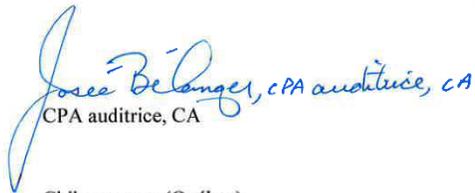
Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Administration régionale Baie-James au 31 mars 2017 ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.


CPA auditrice, CA

Chibougamau (Québec)
Le 15 juin 2017



ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017			2016	
	Fonds Eastmain \$	Fonds de développement du territoire (FDT) \$	Fonds affectés (page 4) \$	Total \$	Total \$
PRODUITS					
Subventions					
Gouvernement du Québec					
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire		1 996 759	635 415	2 632 174	2 689 556
Ministère de la Culture et des Communications			43 000	43 000	
Ministère des Transports du Québec		5 250	(6 375)	(1 125)	39 115
Emploi-Québec					54 312
Ministère de l'Économie et de l'Innovation et des Exportations			50 000	50 000	50 000
Ministère de la Famille			102 106	102 106	165 534
Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation					40 000
Ministère de la Justice			56 000	56 000	
Entente Eastmain - Hydro-Québec	6 726 463			6 726 463	6 627 057
Virements entre les fonds		(25 000)	25 000		200 000
Virements du Fonds de développement du territoire (FDT)		(229 958)	229 958		
Intérêts sur placements			13 404	13 404	20 718
Intérêts	334 626	6 180		340 806	281 925
Autres produits			10 005	10 005	17 779
	<u>7 061 089</u>	<u>1 753 231</u>	<u>1 158 513</u>	<u>9 972 833</u>	<u>10 185 996</u>
CHARGES					
Attributions					
Promoteurs et organismes		594 056	452 126	1 046 182	1 728 599
Participation salariale pour les agents ruraux			86 151	86 151	
Pertes sur garanties de prêts					
Instances démocratiques - Déplacements et réunions					
Conseil d'administration	24 224	30 963	437	55 624	65 097
Administrateurs - Autres		13 086	534	13 620	14 336
Rémunération du personnel					
Salaires		669 226	87 032	756 258	1 043 340
Contributions de l'employeur		90 652	19 215	109 867	118 785
Formation et perfectionnement		15 085		15 085	12 610
Recrutement du personnel		19 244		19 244	13 776
Administration générale (annexe A)	(22 397)	267 543	64 172	309 318	(248 029)
Productions (annexe A)	6 823 861	32 305	455 218	7 311 384	9 130 138
	<u>6 825 688</u>	<u>1 732 160</u>	<u>1 164 885</u>	<u>9 722 733</u>	<u>11 878 652</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)					
	<u>235 401</u>	<u>21 071</u>	<u>(6 372)</u>	<u>250 100</u>	<u>(1 692 656)</u>

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017					2016
	Fonds QIS	Fonds local de solidarité (F.L.S)	Fonds local d'investissement (F.L.I)	Fonds-ARBJ (annexe B)	Fonds- Soutien à l'entrepreneuriat (annexe C)	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS						
Subventions						
Gouvernement du Québec						
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire				635 415	635 415	692 797
Ministère de la Culture et des Communications				43 000	43 000	54 312
Ministère des Transports du Québec				(6 375)	(6 375)	33 865
Emploi-Québec						54 312
Ministère de l'Économie et de l'Innovation et des Exportations				50 000	50 000	50 000
Ministère de la Famille				102 106	102 106	165 534
Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de la Pêche						40 000
Ministère de la Justice				56 000	56 000	500 000
Virements entre les fonds					25 000	25 000
Virements du Fonds de développement du territoire (FDT)				229 958	229 958	146 023
Intérêts sur placements		3 365	5 791		4 248	13 404
Autres produits				10 005		10 005
		3 365	5 791	1 120 109	29 248	1 158 513
						1 707 249
CHARGES						
Attributions						
Promoteurs et organismes	46 062			325 927	80 137	452 126
Participation salariale pour les agents ruraux				86 151		86 151
Instances démocratiques - Déplacements et réunions						
Conseil d'administration	233			204		437
Administrateurs - Autres	534					534
Rémunération du personnel						
Salaires	22 751			64 281		87 032
Contributions de l'employeur	4 749			14 466		19 215
Formation et perfectionnement						844
Administration générale						
Déplacements et représentation	3 369			11 195		14 564
Publicités et information				475		475
Papeterie, dépenses de bureau et informatique	61			426		487
Télécommunications	47			45		92
Honoraires professionnels et consultants						7 570
Cotisations et associations				300		300
Mauvaises créances (recouvrées)						5 907
Intérêts et frais bancaires		500				500
Intérêts sur dette à long terme				47 754		47 754
Productions						
Entente spécifique - Aînés				285 634		285 634
Culture-volet local				18 000		18 000
Culture-volet régional				19 876		19 876
Frais relatif à l'événement				6 486		6 486
Autres projets	13 674			111 548		125 222
	91 480	500		992 768	80 137	1 164 885
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	(91 480)	2 865	5 791	127 341	(50 889)	(6 372)
						165 510

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017				2016	
	Fonds Eastmain	Investi en immobi- lisation	Fonds de développement du territoire (FDT)	Total des fonds affectés (page 6)	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	16 076 714	151 854	1 206 669	550 939	17 986 176	19 678 832
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	235 401	(34 629)	55 700	(6 372)	250 100	(1 692 656)
INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Acquisitions d'immobilisations corporelles		20 077	(20 077)			
Produit de cession d'immobilisations corporelles		(400)	400			
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	16 312 115	136 902	1 242 692	544 567	18 236 276	17 986 176
ENGAGEMENTS (note 10)			558 725			

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

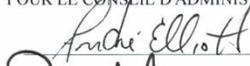
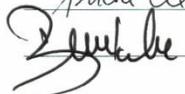
	2017					2016	
	Fonds affectés					Total	Total
	Fonds QIS	Fonds local de solidarité (FLS)	Fonds local d'investissement (FLI)	Fonds - ARBJ	Fonds - Soutien à l'entrepreneuriat		
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	160 460	251 698	(76 743)	(852 835)	1 068 359	550 939	474 371
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	(91 480)	2 865	5 791	127 341	(50 889)	(6 372)	165 510
VIREMENTS							
Virements du Fonds CRÉAT-CREBJ au Fonds de développement du territoire (FDT)							(41 668)
Virements du Fonds SISJ au Fonds de développement du territoire (FDT)							(47 274)
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	68 980	254 563	(70 952)	(725 494)	1 017 470	544 567	550 939
ENGAGEMENTS (note 10)							

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 BILAN
 AU 31 MARS 2017

6

	2017			2016	
	Fonds Eastmain \$	Fonds de développement du territoire (FDT) \$	Fonds affectés (page 8) \$	Total \$	Total \$
ACTIF					
À COURT TERME					
Encaisse	5 887 333	2 612 023	1 017 632	9 516 988	5 518 734
Dépôts à terme, 1,38 %, échéant entre mai 2017	2 027 600			2 027 600	6 265 176
Débiteurs (note 3)	2 020	40 746		42 766	33 950
Subventions à recevoir	831 257	721 708		1 552 965	1 679 371
Intérêts courus	166 272			166 272	170 765
Avances au fonds Eastmain (note 4)	(25 783)	25 783			
Frais payés d'avance		39 743		39 743	4 516
Portion à court terme des placements (note 5)	50 968	39 548	14 374	104 890	144 099
Total de l'actif à court terme	8 939 667	3 479 551	1 032 006	13 451 224	13 816 611
PLACEMENTS (note 5)	8 434 538	32 600	69 413	8 536 551	8 533 045
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 6)		136 902		136 902	151 854
Total de l'actif	17 374 205	3 649 053	1 101 419	22 124 677	22 501 510
PASSIF					
À COURT TERME					
Créditeurs (note 7)	1 062 090	1 146 226	31 028	2 239 344	2 612 211
Portion à court terme de la dette à long terme (note 8)		265 245		265 245	254 066
Total du passif à court terme	1 062 090	1 411 471	31 028	2 504 589	2 866 277
DETTE À LONG TERME (note 8)		566 012	817 800	1 383 812	1 649 057
Total du passif	1 062 090	1 977 483	848 828	3 888 401	4 515 334
ACTIF NET					
GREVÉ D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE	16 312 115	1 242 692	252 591	17 807 398	17 618 798
INVESTI EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES		136 902		136 902	151 854
ACTIF NET DU FONDS ARBJ		(725 494)		(725 494)	(852 835)
ACTIF NET DU FONDS DU SOUTIEN À L'ENTREPRENARIAT		1 017 470		1 017 470	1 068 359
Total de l'actif net	16 312 115	1 671 570	252 591	18 236 276	17 986 176
Total du passif et de l'actif net	17 374 205	3 649 053	1 101 419	22 124 677	22 501 510

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

 , administrateur
 , administrateur

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 BILAN - FONDS AFFECTÉS
 AU 31 MARS 2017

	2017			2016	
	Fonds QIS \$	Fonds local de solidarité (FLS) \$	Fonds local d'investissement (FLI) \$	Total \$	Total \$
ACTIF					
À COURT TERME					
Encaisse	100 008	230 829	686 795	1 017 632	1 167 535
Portion à court terme des placements (note 5)		4 914	9 460	14 374	45 749
Total de l'actif à court terme	100 008	235 743	696 255	1 032 006	1 213 284
PLACEMENTS (note 5)		28 820	40 593	69 413	82 311
Total de l'actif	100 008	264 563	736 848	1 101 419	1 295 595
PASSIF					
À COURT TERME					
Créditeurs (note 7)	31 028			31 028	142 380
Portion à court terme de la dette à long terme (note 8)					
Total du passif à court terme	31 028			31 028	142 380
DETTE À LONG TERME (note 8)		10 000	807 800	817 800	817 800
Total du passif	31 028	10 000	807 800	848 828	960 180
ACTIF NET					
GREVÉ D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE	68 980	254 563	(70 952)	252 591	335 415
Total de l'actif net	68 980	254 563	(70 952)	252 591	335 415
Total du passif et de l'actif net	100 008	264 563	736 848	1 101 419	1 295 595

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 FLUX DE TRÉSORERIE
 DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

8

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges (de charges sur les produits)	250 100	(1 692 656)
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	32 525	32 148
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	2 104	
	<u>284 729</u>	<u>(1 660 508)</u>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 9)	<u>3 951 565</u>	<u>(3 675 232)</u>
	<u>4 236 294</u>	<u>(5 335 740)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Placements	(205 458)	(8 677 144)
Encaissement des placements	241 161	13 428 463
Transfert de fonds		1 927 936
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(20 077)	(23 186)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	400	
Transfert d'immobilisations corporelles		(72 521)
Transfert d'immobilisations corporelles		61 608
	<u>16 026</u>	<u>6 645 156</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunt à long terme		817 800
Remboursement de la dette à long terme	(254 066)	(243 358)
	<u>(254 066)</u>	<u>574 442</u>
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU COURS DE L'EXERCICE	3 998 254	1 883 858
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>5 518 734</u>	<u>3 634 876</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>9 516 988</u>	<u>5 518 734</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>9 516 988</u>	<u>5 518 734</u>
Encaisse	<u>9 516 988</u>	<u>5 518 734</u>

Note 1- STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme, constituée selon l'article 97 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, le 1er avril 2004, est un organisme sans but lucratif.

L'organisme a principalement pour mandat d'évaluer les organismes de planification et de développement au palier local et régional, dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement, de favoriser la concertation des partenaires dans la région et de donner, le cas échéant, des avis au ministre sur le développement de la région.

Note 2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

Actifs et passifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des dépôts à terme, des subventions à recevoir, des débiteurs (à l'exception de la TPS et TVQ à recevoir) et des placements.

Les passifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent des créditeurs (à l'exception des déductions à la source à payer) et des dettes à long terme.

Les éléments d'actifs financiers de l'entreprise évalués à la juste valeur se composent des actions de société cotées en bourse.

Placements

Les prêts dans des sociétés privées et le placement en actions d'une société privée sont évalués à leur coût d'acquisition, déduction faite de la provision pour perte, s'il y a lieu.

La provision pour perte est établie en fonction du montant prévu des flux de trésorerie futurs et d'une évaluation de la valeur estimative de tout bien reçu en garantie du placement.

Les prêts dans des sociétés cotés en bourses sont présentés à la valeur marchande.

Note 2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les estimations utilisées concernent la durée de vie des immobilisations et la provision pour mauvaises créances. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Comptabilité par fonds

Fonds de développement du territoire (FDT)

Le Fonds de développement du territoire (FDT) est constitué en vertu de l'article 111 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche. Il est affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques conclues entre un organisme mandaté, un ministère ou un organisme du gouvernement. Ce fonds peut aussi être affecté au financement de toute autre activité exercée par une municipalité régionale de comté (MRC). Ce fonds présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents à ses activités et au fonctionnement.

Fonds local d'investissement (FLI)

Le Fonds local d'investissement (FLI) présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux activités de prêts et de garanties de prêts.

Fonds local de solidarité (FLS)

Le Fonds local de solidarité (FLS) présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux activités de financement aux entrepreneurs.

Fonds Eastmain

Le Fonds Eastmain présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux à la participation du Fonds à différents projets (locaux et régionaux) issues des organismes, entreprises ou ville de la région.

Fonds QIS

Le Fonds QIS présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux financements de projets qui permettent de lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Autres fonds affectés

Fonds ARBJ

Fonds Soutien à l'entrepreneuriat

Ces fonds présentent les produits et les charges afférents aux activités spécifiques de chacun de ces fonds.

Note 2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des apports et des autres produits

L'organisme applique la méthode de la comptabilité par fonds affectés pour comptabiliser les apports dans le Fonds de développement du territoire et les autres fonds affectés. Selon cette méthode, les apports grevés d'affectations d'origine externes sont constatés lors de leur réception dans le fonds correspondant à l'objet pour lequel ils sont versés.

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits du fonds d'administration lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Les autres produits sont constatés à titre de produits lorsque le service est rendu, que le montant du service est fixé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jour de détention du placement au cours de l'exercice.

Prêt douteux

Lorsque le recouvrement d'un prêt devient douteux, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation est mesurée par l'actualisation des flux monétaires futurs prévus au taux d'intérêt réel inhérent du prêt. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout bien donné en garantie du prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et de tout montant légalement dû aux emprunteurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon les méthodes et les taux suivants :

	Méthodes d'amortissement	Taux
Collection de livres	dégressif	20%
Mobilier et agencement	dégressif	20%
Équipement informatique	dégressif	30%
Améliorations locatives	linéaire	10%

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 MARS 2017

12

Note 3- DÉBITEURS

	2017	2016
Fonds de développement du territoire (FDT)	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Comptes à recevoir	33 666	28 173
TPS et TVQ à recevoir	7 080	4 556
	<u>40 746</u>	<u>32 729</u>
Fonds Eastmain		
TPS et TVQ à recevoir	<u>2 020</u>	<u>1 221</u>

Note 4- CRÉANCES INTERFONDS

Les créances interfonds ne comportent ni intérêt ni modalité de remboursement.

Note 5- PLACEMENTS

	2017	2016
Fonds Eastmain	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Prêts à des entreprises, garanti par des hypothèques mobilières, 6 % et 11,9 %, échéant en novembre 2023 et octobre 2026	375 300	374 827
Prêts à des entreprises, sans garanti, 0 % à 1,75 %, échéant à différentes dates jusqu'en 2021	26 661	
Actions dans des sociétés privées	950 000	950 000
Actions dans une société cotée (à la valeur marchande, actions détenues : 999 000 actions)	105 319	190 234
	<u>1 457 280</u>	<u>1 515 061</u>
Moins :		
Provision pour mauvaises créances	<u>(1 099 974)</u>	<u>(1 124 827)</u>
	357 306	390 234
Montant encaissable au cours du prochain exercice	<u>50 968</u>	<u>39 412</u>
	306 338	350 822
Dépôts à terme, 1,58 % à 1,98 %, échéant entre mai 2018 et mai 2021	<u>8 128 200</u>	<u>8 000 000</u>
	<u>8 434 538</u>	<u>8 350 822</u>

Les encaissements disponibles pour les prêts au cours des cinq (5) prochains exercices s'établissent à 269 725 \$ et se détaillent comme suit : 2018 - 50 968 \$; 2019 - 52 809 \$; 2020 - 55 833 \$; 2021 - 54 901 \$; 2022 - 55 214 \$.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 MARS 2017

13

Note 5- PLACEMENTS (suite)

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Fonds local d'investissement (FLI)		
Prêts à des entreprises, certains prêts sont garantis par des hypothèques mobilières, 8,50 % à 9 %, échéant à différentes dates jusqu'en 2020	50 053	87 105
Montant encaissable au cours du prochain exercice	<u>9 460</u>	<u>37 842</u>
	<u>40 593</u>	<u>49 263</u>

Les encaissements disponibles au cours des quatre (4) prochains exercices s'établissent à 50 053 \$ et se détaillent comme suit : 2018 - 9 460 \$; 2019 - 13 134 \$; 2020 - 14 365 \$; 2021 - 13 094 \$.

Fonds local de solidarité (FLS)		
Prêts à des entreprises, 9 %, échéant en 2020	33 734	40 955
Montant encaissable au cours du prochain exercice	<u>4 914</u>	<u>7 907</u>
	<u>28 820</u>	<u>33 048</u>

Les encaissements disponibles au cours des quatre (4) prochains exercices s'établissent à 33 734 \$ et se détaillent comme suit : 2018 - 4 914 \$; 2019 - 9 045 \$; 2020 - 9 893 \$; 2021 - 9 882 \$.

Fonds de développement du territoire (FDT)		
Prêts à des entreprises, sans garanti, 0 % à 7 %, échéant à différentes dates jusqu'en 2025	99 562	177 681
Moins :		
Provision pour mauvaises créances	<u>(27 414)</u>	<u>(18 831)</u>
	72 148	158 850
Montant encaissable au cours du prochain exercice	<u>39 548</u>	<u>58 938</u>
	<u>32 600</u>	<u>99 912</u>

Les encaissements disponibles au cours des cinq (5) prochains exercices s'établissent à 91 504 \$ et se détaillent comme suit : 2018 - 39 548 \$; 2019 - 25 950 \$; 2020 - 11 787 \$; 2021 - 11 691 \$; 2022 - 2 528 \$.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 MARS 2017

14

Note 6- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

FONCTIONNEMENT COÛT	Solde au début	Acquisitions	Dispositions	Solde à la fin
	\$	\$	\$	\$
Collection de livres	2 059			2 059
Mobilier et agencement	175 552	13 129		188 681
Équipement informatique	172 842	6 948	(7 923)	171 867
Améliorations locatives	170 987			170 987
	521 440	20 077	(7 923)	533 594
	Solde au début	Amortis- sement	Diminution	Solde à la fin
	\$	\$	\$	\$
Collection de livres	1 818	48		1 866
Mobilier et agencement	136 070	9 210		145 280
Équipement informatique	153 257	6 169	(5 419)	154 007
Améliorations locatives	78 441	17 098		95 539
	369 586	32 525	(5 419)	396 692
VALEUR NETTE	151 854			136 902

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 MARS 2017

15

Note 7- CRÉDITEURS

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Fonds de développement du territoire (FDT)	\$	\$
Comptes fournisseurs	1 057 110	804 661
Salaires à payer	58 975	65 368
Déductions à la sources à payer	<u>30 141</u>	<u>32 767</u>
	<u>1 146 226</u>	<u>902 796</u>
Fonds Eastmain		
Comptes fournisseurs	<u>1 062 090</u>	<u>1 567 035</u>
FQIS		
Comptes fournisseurs	<u>31 028</u>	<u>142 380</u>

Note 8- DETTE À LONG TERME

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Réseau Large Bande		
Dû au Fonds Eastmain, 4,4 %, remboursable par versement annuel de 301 820 \$, capital et intérêts, échéant en février 2020	831 257	1 085 323
Moins :		
Versement échéant au cours du prochain exercice	<u>265 245</u>	<u>254 066</u>
	<u>566 012</u>	<u>831 257</u>

Les versements estimatifs à effectuer au cours des trois (3) prochains exercices sont :

<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2020</u>	<u>Total</u>
\$	\$	\$	\$
<u>265 245</u>	<u>276 915</u>	<u>289 097</u>	<u>831 257</u>

Cette dette est liée à une subvention encaissée chaque année correspondant au montant en capital et en intérêts, versée par le Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 MARS 2017

16

Note 8- DETTE À LONG TERME (suite)

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Fonds local d'investissement (FLI)		
Effet à payer d'un montant maximal de 807 800 \$, sans intérêt, remboursable de la façon suivante : un versement en juin 2020, égal au solde de ce prêt non encore investi le 31 décembre 2019, cinq versements annuels à compter de juin 2021, chacun égal aux sommes reçues à même les prêts consentis durant la période de douze mois précédents le 31 décembre de chaque année, un versement en juin 2026, égal à l'évaluation du portefeuille de placements au 31 décembre 2025 jusqu'à concurrence du solde de la dette	807 800	807 800
	<u>807 800</u>	<u>807 800</u>
Fonds local de solidarité (FLS)		
Effet à payer, 5 %, intérêts remboursables trimestriellement, sans échéance	10 000	10 000
	<u>10 000</u>	<u>10 000</u>

Note 9- FLUX DE TRÉSORERIE

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement :		
Dépôt à terme	4 237 576	(6 260 298)
Débiteurs	(8 816)	55 439
Subventions à recevoir	126 406	1 515 732
Intérêts courus	4 493	(36 348)
Frais payés d'avance	(35 227)	(1 176)
Créditeurs	(372 867)	1 051 419
	<u>3 951 565</u>	<u>(3 675 232)</u>

Note 10- ENGAGEMENTS

Bail à long terme

La société a signé un bail à long terme d'une durée de cinq (5) ans, échéant en septembre 2020 avec une option de renouvellement de 5 ans. Ce bail comporte un loyer mensuel de 4 957 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ce bail au cours des cinq (5) prochains exercices s'élèvent à 297 430 \$ et se détaillent comme suit: 2018 - 59 486 \$; 2019 - 59 486 \$; 2020 - 59 486 \$; 2021 - 59 486 \$; 2022 - 59 486 \$.

Location de photocopieur

La société a signé un contrat de location à long terme d'une durée de cinq (5) ans, échéant en janvier 2019. Ce contrat comporte un montant mensuel de 197 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ce contrat au cours des deux (2) prochains exercices s'élèvent à 4 324 \$ et se détaillent comme suit: 2018 - 2 358 \$; 2019 - 1 965 \$.

Service de téléphonie IP

La société a signé un contrat de service à long terme d'une durée de cinq (5) ans, échéant en mai 2021. Ce contrat comporte un montant mensuel de 1 325 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ce contrat au cours des cinq (5) prochains exercices s'élèvent à 66 246 \$ et se détaillent comme suit: 2018 - 15 899 \$; 2019 - 15 899 \$; 2020 - 15 899 \$; 2021 - 15 899 \$; 2022 - 2 650 \$.

Fonds de développement du territoire (FDT)

Les montants à verser concernant des projets autorisés du Fonds de développement du territoire (FDT) s'élèvent à 558 725 \$ au 31 mars 2017 et se détaillent comme suit : 2018 - 401 075 \$; 2019 - 85 075 \$; 2020 - 72 575 \$.

Les engagements faits envers des promoteurs et organismes, pour tous les fonds, sont toujours conditionnels à la disponibilité des crédits budgétaires.

Note 11- INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

L'organisme est exposé à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement et d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.

Risque de taux d'intérêts

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de variation de la juste valeur marchande. L'organisme est exposé à ce type de risque sur sa dette à long terme, ses dépôts à terme et ses placements.

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit sur les dépôts à terme, les débiteurs, les subventions à recevoir et les placements en entreprise. Les subventions ont été reçues après la fin de son exercice financier. L'organisme évalue, de façon continue, les débiteurs sur la base des montants qu'il a la quasi-certitude de recevoir. Le risque de crédit des dépôts à terme est négligeable car il sont détenus dans une grande institution financière.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas être en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance. Les fournisseurs et les charges à payer sont généralement remboursés dans un délai n'excédant pas 30 jours.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017			ANNEXE A 2016	
	Fonds Eastmain	Fonds de développement du territoire (FDT)	Fonds affectés	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
CHARGES					
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Loyer		60 438		60 438	68 491
Assurances		4 751		4 751	3 650
Entretien et réparations		15 128		15 128	15 322
Déplacements et représentation		41 274	14 564	55 838	60 951
Publicités et information		2 701	475	3 176	2 447
Papeterie, dépenses de bureau et informatique	20	34 184	487	34 691	37 953
Location d'équipements		3 363		3 363	979
Télécommunications		22 867	92	22 959	20 920
Honoraires professionnels et consultants	30 641	37 544	0	68 185	79 425
Cotisations et associations		890	300	1 190	2 745
Taxes et licences		(15)		(15)	143
Intérêts et frais bancaires	208	1 206	500	1 914	2 887
Mauvaises créances (recouvrées)	(138 181)	8 583		(129 598)	(614 572)
Intérêts sur dette à long terme			47 754	47 754	58 462
Variation de la juste valeur marchande des actions de sociétés cotées en bourse	84 915			84 915	(19 980)
Amortissement des immobilisations corporelles		32 525		32 525	32 148
Perte sur cession d'immobilisations corporelles		2 104		2 104	
	(22 397)	267 543	64 172	309 318	(248 029)
PRODUCTIONS					
Entente spécifique - Aînés			285 634	285 634	113 803
Culture-volet local			18 000	18 000	
Culture-volet régional			19 876	19 876	
Frais relatif à l'événement			6 486	6 486	
Plan stratégique		7 618		7 618	13 319
CALQ					6 491
Plan Nord					3 606
Implantation de la ToIP		4 568		4 568	4 450
Projets spéciaux		18 672		18 672	19 590
Contribution - Point de services					(15 000)
Autres projets	6 823 861	1 447	125 222	6 950 530	8 983 879
	6 823 861	32 305	455 218	7 311 384	9 130 138

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

ANNEXE B

	2017				
	Secondaire en Spectacle (SES) \$	Table de concertation des véhicules hors-route (VHR) \$	PDZA \$	Pacte rural \$	Table Culture \$
PRODUITS					
Subventions					
Gouvernement du Québec					
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire				333 595	
Ministère de la Culture et des Communications					43 000
Ministère des Transports du Québec		(40 000)			
Virements du Fonds de développement du territoire (FDT)	30 958				25 000
Autres produits	500			4 605	
	<u>31 458</u>	<u>(40 000)</u>		<u>338 200</u>	<u>68 000</u>
CHARGES					
Attributions					
Promoteurs et organismes				282 700	
Participation salariale pour les agents ruraux				86 151	
Instances démocratiques - Déplacements et réunions					
Conseil d'administration			180		
Rémunération du personnel					
Salaires			14 000		
Contributions de l'employeur			2 000		
Administration générale					
Déplacements et représentation	2 584		1 113		
Publicités et information	475				
Papeterie, dépenses de bureau et informatique	88		160		
Culture-volet local					18 000
Culture-volet régional					19 876
Frais relatif à l'événement	6 486				
Autres projets		39 269		29 487	
	<u>9 633</u>	<u>39 269</u>	<u>17 453</u>	<u>398 338</u>	<u>37 876</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	21 825	(79 269)	(17 453)	(60 138)	30 124
ACTIF NET AU DÉBUT		79 269	53 816	77 351	27 899
Virement entre les fonds					
ACTIF NET À LA FIN	21 825		36 363	17 213	58 023

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

ANNEXE B

	2017				
	Réseau Large Bande \$	Culture CALQ 2 \$	Économie Sociale \$	Fonds de Soutien à l'initiative sociale de la Jamésie (SISJ) \$	Aînés \$
PRODUITS					
Subventions					
Gouvernement du Québec					
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	301 820				
Ministère de l'Économie et de l'Innovation et des Exportations			50 000		
Ministère de la Famille				102 106	
Virements du Fonds de développement du territoire (FDT)		17 500	50 000	50 000	50 000
Autres produits					
			2 250		2 650
	301 820	17 500	102 250	50 000	154 756
CHARGES					
Attributions					
Promoteurs et organismes					
Instances démocratiques - Déplacements et réunions				7 385	
Conseil d'administration			24		
Rémunération du personnel					
Salaires			34 785		15 496
Contributions de l'employeur			8 979		3 487
Administration générale					
Déplacements et représentation			2 949		4 258
Papeterie, dépenses de bureau et informatique					130
Télécommunications					45
Cotisations et associations			300		
Intérêts sur dette à long terme	47 754				
Productions					
Autres projets			42 792		
Entente spécifique - Aînés					285 634
	47 754		89 829	7 385	309 050
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)					
	254 066	17 500	12 421	42 615	(154 294)
ACTIF NET AU DÉBUT					
	(1 426 251)		82 942		233 000
Virement entre les fonds					
ACTIF NET À LA FIN					
	(1 172 185)	17 500	95 363	42 615	78 706

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017			ANNEXE B 2016	
	Programme de réduction des tarifs aériens (PRTA)	Secrétariat condition féminine	Immigration	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS					
Subventions					
Gouvernement du Québec					
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire				635 415	692 797
Ministère de la Culture et des Communications				43 000	
Ministère des Transports du Québec	33 625			(6 375)	33 865
Ministère de l'Économie et de l'Innovation et des Exportations				50 000	50 000
Ministère de la Justice		56 000		56 000	
Ministère de la Famille				102 106	165 534
Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation					40 000
Virements du Fonds de développement du territoire (FDT)		6 500		229 958	146 023
Autres produits				10 005	4 000
	33 625	62 500		1 120 109	1 132 219
CHARGES					
Attributions					
Promoteurs et organismes	35 842			325 927	292 020
Participation salariale pour les agents ruraux				86 151	
Instances démocratiques - Déplacements et réunions					
Conseil d'administration				204	
Administrateurs + Autres					122
Rémunération du personnel					
Salaires				64 281	144 072
Contributions de l'employeur				14 466	6 556
Administration générale					
Déplacements et représentation		291		11 195	11 676
Publicités et information				475	
Papeterie, dépenses de bureau et informatique		48		426	1 004
Télécommunications				45	397
Honoraires professionnels et consultants					7 570
Cotisations et associations				300	
Intérêts sur dette à long terme				47 754	58 462
Productions					
Entente spécifique - Aînés				285 634	113 803
Culture-volet local				18 000	
Culture-volet régional				19 876	
Frais relatif à l'événement				6 486	
Autres projets				111 548	33 872
	35 842	339		992 768	669 554
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	(2 217)	62 161		127 341	462 665
ACTIF NET AU DÉBUT	379		18 760	(852 835)	(1 226 558)
Virement entre les fonds					(88 942)
ACTIF NET À LA FIN	(1 838)	62 161	18 760	(725 494)	(852 835)

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	ANNEXE C		
	2017		
	Fonds jeunes promoteurs (FJP) \$	Fonds de soutien à la relève entrepreneuriale (FSRE) \$	Fonds de soutien à la diversification (FSD) \$
PRODUITS			
Intérêts sur placements		2 871	
		2 871	
CHARGES			
Attributions			
Promoteurs et organismes	5 000		
	5 000		
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	(5 000)	2 871	
ACTIF NET AU DÉBUT	65 498	321 190	73 723
ACTIF NET À LA FIN	60 498	324 061	73 723

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

ANNEXE C

	2017			
	Fonds d'économie sociale (FES) \$	Fonds nouveaux promoteurs (FNP) \$	Fonds Micro-crédit (FMC) \$	Fonds de soutien à des entreprises en démarrage (FSED) \$
PRODUITS				
Intérêts sur placements				1 377
				1 377
CHARGES				
Attributions				
Promoteurs et organismes		26 000		
		26 000		
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)		(26 000)		1 377
ACTIF NET AU DÉBUT	142 465	80 265	95 051	30 373
ACTIF NET À LA FIN	142 465	54 265	95 051	31 750

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017			ANNEXE C 2016	
	Fonds d'aide et de soutien aux entreprise en difficultés (FASE) \$	Fonds de soutien à l'émergence de projet d'entreprise (FSEPE) \$	Fonds d'amélioration de l'hébergement touristique en Jamésie (FAHT) \$	Total \$	Total \$
PRODUITS					
Subventions					
Emploi-Québec					9 800
Virement entre les fonds	10 000	15 000		25 000	300 000
Intérêts sur placements				4 248	10 477
	10 000	15 000		29 248	320 277
CHARGES					
Attributions					
Promoteurs et organismes		49 137		80 137	652 526
		49 137		80 137	652 526
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	10 000	(34 137)		(50 889)	(332 249)
ACTIF NET AU DÉBUT	44 929	54 984	159 881	1 068 359	1 400 608
Virement entre les fonds					
ACTIF NET À LA FIN	54 929	20 847	159 881	1 017 470	1 068 359

Annexe 1 – Détail des sommes engagées par le Soutien au développement rural de 2014 à 2017

Régional

RÉGIONAL 2014-2015

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Administration régionale Baie-James	Formation des agents de développement de la Baie-James	13 675 \$
Ville de Matagami	Rencontre jeunesse Nord-du-Québec	8 000 \$
Société d'aide au développement des collectivités Chibougamau-Chapais inc.	17 ^e édition du Concours québécois en entrepreneuriat	2 391 \$
Total		24 066 \$

RÉGIONAL 2015-2016

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Chapais Ligne Verte	Transport collectif entre Chapais, Chibougamau et les sites de villégiatures	5 000 \$
Festival du Doré Baie-James	Spectacle humoristique	1 500 \$
SADC Chibougamau-Chapais inc.	Défi OSEntreprendre Nord-du-Québec, 18 ^e édition	3 610 \$
Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie	1 ^{re} édition du Salon régional des intervenants de service à la communauté (RISAC)	5 000 \$
Total		15 110 \$

RÉGIONAL 2016-2017

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie	Coopératives jeunesse de services 2016	4 335 \$
Loisir Sport Baie-James	Gala Excellence Baie-James 2016	5 000 \$
La Corporation de développement économique de Chapais	Formation cueillette et reconnaissance en milieu naturel des champignons forestiers et végétaux comestibles	3 286 \$
Administration régionale Baie-James	Formation « Agir avec impact »	9 005 \$
SADC Chibougamau-Chapais inc.	Défi OSEntreprendre Nord-du-Québec 2017	5 000 \$
Club de l'Âge d'Or Les Vaillants de Chapais	Rencontre des aînés 2017	3 000 \$
Total		29 626 \$

Municipalités

CHAPAIS 2015-2016

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Regroupement Bouches à Oreilles	L'éveil à la lecture	2 814 \$
La Corporation de développement économique de Chapais	Mise en place d'un terrain de volleyball	5 880 \$
FaunENord	Bio-Blitz du lac Campbell	5 655 \$
Festival du Doré Baie-James	Spectacle humoristique	1 500 \$
Festival du Doré Baie-James	Bière et saucisses historique	750 \$
SADC Chibougamau-Chapais inc.	Coopérative jeunesse de service 2016	2 000 \$
SADC Chibougamau-Chapais inc.	Semaine québécoise de l'orientation	1 000 \$
Ville de Chapais	Beach Party 2015	3 500 \$
Club de curling Opémiska de Chapais	Achat d'une surfaceuse à glace	5 410 \$
Club de curling Opémiska de Chapais	Informatisation du Club de curling Opémiska	1 524 \$
Corporation des loisirs de Chapais	Hommage aux doyens et parade d'époque	700 \$
Escadron 838 Chapais	40 ^e anniversaire de la fondation de l'Escadron	3 360 \$
Total		34 093 \$

CHAPAIS 2016-2017

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
La Corporation des loisirs de Chapais	Je me souviens de toi (60 ^e anniversaire de la Ville de Chapais)	3 686 \$
La Corporation de développement économique de Chapais	Fleurs et pousse-tout-planté	485 \$
Chevaliers de Colomb	Zombiefest	2 215 \$
Festival du Doré Baie-James	Aménagement sécuritaire pour les tout-petits	900 \$
Club de curling Opémiska de Chapais	Amélioration et développement des activités du Club de curling Opémiska	4 500 \$
Ville de Chapais	Organisation d'un événement estival à Chapais	800 \$
Ville de Chapais	Activités éducatives avec FaunENord	11 690 \$
Total		24 276 \$

CHIBOUGAMAU 2015-2016

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
SADC Chibougamau-Chapais inc.	Coopérative jeunesse de services Chibougamau, 2015	3 000 \$
Carrefour Communautaire de Chibougamau	Relocalisation du Carrefour communautaire et du Carrefour de la soupe	10 000 \$
Plein air Ungava	Paroi du Sentier Bédard	5 000 \$
Total		18 000 \$

CHIBOUGAMAU 2016-2017

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Association des personnes handicapées de Chibougamau	Cafétéria les Marmitons	5 000 \$
Les Arts en Nord	Vitrine d'exposition au Centre commercial	1 400 \$
FaunENord	Activités et formations pour le 15e anniversaire de FaunENord	1 500 \$
Regroupement Bouches à Oreilles	L'éveil à la lecture (le Rat-Conteur)	5 000 \$
Société d'histoire régionale de Chibougamau	Renouvellement des ordinateurs	3 140 \$
Maison des jeunes Sac-Ados de Chibougamau	La maison des jeunes se modernise	4 100 \$
Total		20 140 \$

LEBEL-SUR-QUÉVILLON 2015-2016

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Comité Festival Rock/Métal Lebel-sur-Quévillon 2015	Festival Rock Métal Lebel-sur-Quévillon 2015	2 000 \$
Comité directeur des Fêtes du 50 ^e de Lebel-sur-Quévillon	Ouverture des Fêtes du 50 ^e de Lebel-sur-Quévillon	5 000 \$
Le Son du 49 ^e	Radio communautaire à Lebel-sur-Quévillon	25 000 \$
Animations PACE-Âge	Cuisine communautaire et collective	8 000 \$
Animations PACE-Âge	Gardiens avertis	1 263 \$
Table de concertation jeunesse de Lebel-sur-Quévillon	Semaine de la Famille 2015	640 \$
Total		41 903 \$

LEBEL-SUR-QUÉVILLON 2016-2017

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
École secondaire La Taiga	Participation finale régionale d'Expo-Science	1 100 \$
Partenaires à part égale	Transport de taxi... Transport adapté (6 mois)	1 570 \$
Comité Brigade d'incendie de Lebel-sur-Quévillon	Festival Nautique 2016	3 500 \$
Partenaires à part égale	30 ^e anniversaire de Partenaires à part égale	1 000 \$
Comité directeur des Fêtes du 50 ^e de Lebel-sur-Quévillon	Fête nationale 2016 à Lebel-sur-Quévillon	4 729 \$
Animations PACE-Âge	Gardiens avertis	1 241 \$
Partenaires à part égale	Transport de taxi... Transport adapté (26 semaines)	1 820 \$
Club de ski de fond	Signalisation et système de son	4 317 \$
Club équestre de Lebel-sur-Quévillon	Festival Western	6 160 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	Acquisition d'un système de son pour tous les utilisateurs de l'Aréna JGP	17 946 \$
Animations PACE-Âge	Cuisine communautaire & collective	7 790 \$
Table de concertation jeunesse de Lebel-sur-Quévillon	Semaine de la Famille 2017	1 000 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	Rencontre jeunesse Nord-du-Québec	8 000 \$
Total		60 173 \$

MATAGAMI 2015-2016

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Conseil d'établissement de l'école Galinée	Réaménagement de la cour de l'école Galinée	8 000 \$
Centre de développement communautaire de Matagami	Plateau multisports	20 000 \$
Club MultiSport de Matagami	Course de la rentrée 2015	2 084 \$
Total		30 084 \$

MATAGAMI 2016-2017

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Ville de Matagami	Amélioration du cinéma	8 000 \$
Total		8 000 \$

*Localités***RADISSON 2014-2015**

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Centre Jeunesse l'Astral de Radisson	L'Envol de l'Astral	16 295 \$
Localité de Radisson	Aménagement de l'entrée de Radisson	1 300 \$
Localité de Radisson (Service des loisirs)	Cross Fit	4 867 \$
FaunENord	Formation Cueillette Champignons	926 \$
Total		23 388 \$

RADISSON 2016-2017

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Localité de Radisson	Aménagement extérieur de l'Hôtel de Ville	2 115 \$
Localité de Radisson	Initiation au compostage	3 118 \$
Centre jeunesse l'Astral	L'Astral se modernise	8 500 \$
Localité de Radisson	Glissons à Radisson	16 312 \$
Localité de Radisson	Quai sur la Grande Rivière	50 000 \$
Total		80 045 \$

VALCANTON 2014-2015

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Localité de Villebois	Skatepark de Villebois	10 000 \$
Total		10 000 \$

VALCANTON 2015-2016

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Localité de Valcanton	Achat et installation des quais pour rampes de mise à l'eau	10 090 \$
Localité de Valcanton	Achat de trois défibrillateurs avec électrodes	1 400 \$
La Fabrique de la paroisse Saint-Joachim	Projet rénovation au sous-sol de l'église	23 000 \$
Regroupement des propriétaires de chalets du lac Pajegasque	Évaluation des propriétés de chalets du lac Pajegasque	6 740 \$
Camping du lac Pajegasque	Quai public	11 212 \$
Camping du lac Pajegasque	Aménagement de terrains de camping	2 241 \$
École Beauvalois	Fête du village de fin d'année	2 098 \$
Table touristique de la vallée de la Turgeon	Site Web	1 670 \$
Table touristique de la vallée de la Turgeon	Installation d'un service sanitaire au lac Imbeau	1 452 \$
Maison des jeunes VVB	Voyage d'été à Québec	2 200 \$
Total		62 103 \$

VALCANTON 2016-2017

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Corporation des loisirs de Beaucanton	Agrandissement du Pavillon multifonctionnel de Beaucanton	20 000 \$
CPE Mamie Souris	Réalisation d'un marchethon annuel	10 000 \$
Club de l'Âge d'or Val-Paradis	Équipement de loisirs	4 485 \$
Maison des jeunes VVB	Aménagement du local	691 \$
Maison des jeunes VVB	Le sentier des Horreurs	600 \$
Groupe d'activités communautaires Val-Paradis	Repas communautaires, dépannage alimentaire, soupe à l'école	3 300 \$
Club de l'Âge d'or	Agrandissement du Carrefour communautaire de Val-Paradis	15 000 \$
Total		54 076 \$

VILLEBOIS 2014-2015

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Regroupement des propriétaires du Lac Turgeon	Amélioration du parc au Lac Turgeon	3 733 \$
Localité de Villebois	Skatepark de Villebois	10 000 \$
Total		13 733 \$

VILLEBOIS 2015-2016

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Mont Fenouillet à cheval	Réparation du patio	5 262 \$
Mont Fenouillet à cheval	Développement de 25 nouveaux terrains équestres et loisirs	5 000 \$
Mont Fenouillet à cheval	Aménagement de la cuisine	4 730 \$
Communauté métisse Wikanis Mamiwinnick	Bien équipé pour offrir un meilleur service	4 826 \$
Localité de Villebois	Installation d'une tour cellulaire	4 343 \$
Localité de Villebois	80 ^e de la paroisse	1 660 \$
École Beauvalois	Fête au village de fin d'année	825 \$
Table touristique de la vallée de la Turgeon	Site Internet	835 \$
Maison des jeunes VVB	Voyage d'été à Québec	1 100 \$
Le Cercle de fermières Villebois	La rouleauteuse	450 \$
Total		29 031 \$

VILLEBOIS 2016-2017

Organisme promoteur	Titre du projet	Contribution du Pacte rural
Corporation des loisirs de Beaucanton	Agrandissement de la salle multifonctionnelle de Beaucanton	3 000 \$
Mont Fenouillet à cheval	Nous les aînés rassemblons-nous pour s'amuser (Construction d'un chapiteau)	5 000 \$
CPE Mamie Souris	Réalisation d'un marchathon annuel	5 000 \$
Friperie créative de VVB	Femmes d'actions femmes de résultats	6 511 \$
Comité de développement social de Villebois	Projet de changement - Animation des aînés	3 194 \$
Le Cercle de fermières Villebois	En toute sécurité	2 304 \$
Le Cercle de fermières Villebois	Faisons de la place	1 735 \$
Maison des jeunes VVB	Le sentier des Horeurs	300 \$
Maison des jeunes VVB	Changement de local	8 554 \$
Total		35 598 \$

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES

ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2017

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES

ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2017

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 -2
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	3
Résultats - Fonds affectés	4
Évolution de l'actif net	5 - 6
Bilan	7
Bilan - Fonds affectés	8
Flux de trésorerie	9
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS	10 - 19
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	
Annexe A - Administration générale et production	20
Annexe B - Résultats - Fonds ARBJ	21 - 23
Annexe C - Résultats - Fonds Soutien à l'entrepreneuriat	24 - 26



Josée Bélanger
CPA inc.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration de
Administration régionale Baie-James

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Administration régionale Baie-James, qui comprennent le bilan au 31 mars 2017, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

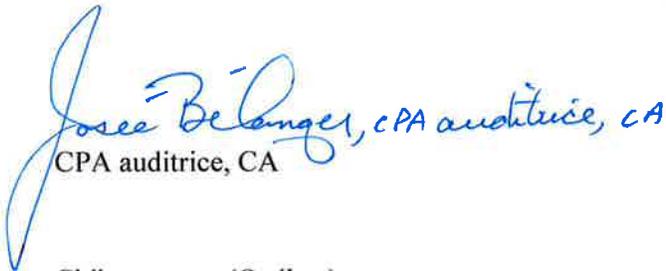
Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

CPA COMPTABLE
PROFESSIONNELLE
AGRÉE

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Administration régionale Baie-James au 31 mars 2017 ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.


CPA auditrice, CA

Chibougamau (Québec)

Le 15 juin 2017

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017			2016	
	Fonds Eastmain	Fonds de développement du territoire (FDT)	Fonds affectés (page 4)	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS					
Subventions					
Gouvernement du Québec					
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire		1 996 759	635 415	2 632 174	2 689 556
Ministère de la Culture et des Communications			43 000	43 000	
Ministère des Transports du Québec		5 250	(6 375)	(1 125)	39 115
Emploi-Québec					54 312
Ministère de l'Économie et de l'Innovation et des Exportations			50 000	50 000	50 000
Ministère de la Famille			102 106	102 106	165 534
Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation					40 000
Ministère de la Justice			56 000	56 000	
Entente Eastmain - Hydro-Québec	6 726 463			6 726 463	6 627 057
Virements entre les fonds		(25 000)	25 000		200 000
Virements du Fonds de développement du territoire (FDT)		(229 958)	229 958		
Intérêts sur placements			13 404	13 404	20 718
Intérêts	334 626	6 180		340 806	281 925
Autres produits			10 005	10 005	17 779
	<u>7 061 089</u>	<u>1 753 231</u>	<u>1 158 513</u>	<u>9 972 833</u>	<u>10 185 996</u>
CHARGES					
Attributions					
Promoteurs et organismes		594 056	452 126	1 046 182	1 728 599
Participation salariale pour les agents ruraux			86 151	86 151	
Pertes sur garanties de prêts					
Instances démocratiques - Déplacements et réunions					
Conseil d'administration	24 224	30 963	437	55 624	65 097
Administrateurs - Autres		13 086	534	13 620	14 336
Rémunération du personnel					
Salaires		669 226	87 032	756 258	1 043 340
Contributions de l'employeur		90 652	19 215	109 867	118 785
Formation et perfectionnement		15 085		15 085	12 610
Recrutement du personnel		19 244		19 244	13 776
Administration générale (annexe A)	(22 397)	267 543	64 172	309 318	(248 029)
Productions (annexe A)	6 823 861	32 305	455 218	7 311 384	9 130 138
	<u>6 825 688</u>	<u>1 732 160</u>	<u>1 164 885</u>	<u>9 722 733</u>	<u>11 878 652</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	<u>235 401</u>	<u>21 071</u>	<u>(6 372)</u>	<u>250 100</u>	<u>(1 692 656)</u>

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017					2016	
	Fonds	Fonds local	Fonds local	Fonds-	Fonds- Soutien à	Total	Total
	QIS	de solidarité	d'investissement	ARBJ	l'entrepreneuriat		
\$	(FLS)	(FLI)	(annexe B)	(annexe C)	\$	\$	
PRODUITS							
Subventions							
Gouvernement du Québec							
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire				635 415		635 415	692 797
Ministère de la Culture et des Communications				43 000		43 000	
Ministère des Transports du Québec				(6 375)		(6 375)	33 865
Emploi-Québec							54 312
Ministère de l'Économie et de l'Innovation et des Exportations				50 000		50 000	50 000
Ministère de la Famille				102 106		102 106	165 534
Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de la Pêche							40 000
Ministère de la Justice				56 000		56 000	
Virements entre les fonds					25 000	25 000	500 000
Virements du Fonds de développement du territoire (FDT)				229 958		229 958	146 023
Intérêts sur placements		3 365	5 791		4 248	13 404	20 718
Autres produits				10 005		10 005	4 000
		3 365	5 791	1 120 109	29 248	1 158 513	1 707 249
CHARGES							
Attributions							
Promoteurs et organismes	46 062			325 927	80 137	452 126	1 050 926
Participation salariale pour les agents ruraux				86 151		86 151	
Instances démocratiques - Déplacements et réunions							
Conseil d'administration	233			204		437	1 218
Administrateurs - Autres	534					534	256
Rémunération du personnel							
Salaires	22 751			64 281		87 032	226 569
Contributions de l'employeur	4 749			14 466		19 215	20 936
Formation et perfectionnement							844
Administration générale							
Déplacements et représentation	3 369			11 195		14 564	16 908
Publicités et information				475		475	
Papeterie, dépenses de bureau et informatique	61			426		487	1 110
Télécommunications	47			45		92	771
Honoraires professionnels et consultants							7 570
Cotisations et associations				300		300	
Mauvaises créances (recouvrées)							5 907
Intérêts et frais bancaires		500				500	594
Intérêts sur dette à long terme				47 754		47 754	58 462
Productions							
Entente spécifique - Aînés				285 634		285 634	113 803
Culture-volet local				18 000		18 000	
Culture-volet régional				19 876		19 876	
Frais relatif à l'événement				6 486		6 486	
Autres projets	13 674			111 548		125 222	35 865
	91 480	500		992 768	80 137	1 164 885	1 541 739
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	(91 480)	2 865	5 791	127 341	(50 889)	(6 372)	165 510

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
 DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017				2016	
	Fonds Eastmain \$	Investi en immobi- lisation \$	Fonds de développement du territoire (FDT) \$	Total des fonds affectés (page 6) \$	Total \$	Total \$
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	16 076 714	151 854	1 206 669	550 939	17 986 176	19 678 832
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	235 401	(34 629)	55 700	(6 372)	250 100	(1 692 656)
INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Acquisitions d'immobilisations corporelles		20 077	(20 077)			
Produit de cession d'immobilisations corporelles		(400)	400			
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	16 312 115	136 902	1 242 692	544 567	18 236 276	17 986 176
ENGAGEMENTS (note 10)			558 725			

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017					2016	
	Fonds affectés					Total	Total
	Fonds QIS	Fonds local de solidarité (FLS)	Fonds local d'investissement (FLI)	Fonds - ARBJ	Fonds - Soutien à l'entrepreneuriat		
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	160 460	251 698	(76 743)	(852 835)	1 068 359	550 939	474 371
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	(91 480)	2 865	5 791	127 341	(50 889)	(6 372)	165 510
VIREMENTS							
Virements du Fonds CRÉAT-CREBJ au Fonds de développement du territoire (FDT)							(41 668)
Virements du Fonds SISJ au Fonds de développement du territoire (FDT)							(47 274)
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	68 980	254 563	(70 952)	(725 494)	1 017 470	544 567	550 939
ENGAGEMENTS (note 10)							

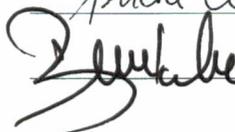
BILAN

AU 31 MARS 2017

	2017			2016	
	Fonds Eastmain \$	Fonds de développement du territoire (FDT) \$	Fonds affectés (page 8) \$	Total \$	Total \$
ACTIF					
À COURT TERME					
Encaisse	5 887 333	2 612 023	1 017 632	9 516 988	5 518 734
Dépôts à terme, 1,38 %, échéant entre mai 2017	2 027 600			2 027 600	6 265 176
Débiteurs (note 3)	2 020	40 746		42 766	33 950
Subventions à recevoir	831 257	721 708		1 552 965	1 679 371
Intérêts courus	166 272			166 272	170 765
Avances au fonds Eastmain (note 4)	(25 783)	25 783			
Frais payés d'avance		39 743		39 743	4 516
Portion à court terme des placements (note 5)	50 968	39 548	14 374	104 890	144 099
Total de l'actif à court terme	8 939 667	3 479 551	1 032 006	13 451 224	13 816 611
PLACEMENTS (note 5)	8 434 538	32 600	69 413	8 536 551	8 533 045
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 6)		136 902		136 902	151 854
Total de l'actif	17 374 205	3 649 053	1 101 419	22 124 677	22 501 510
PASSIF					
À COURT TERME					
Créditeurs (note 7)	1 062 090	1 146 226	31 028	2 239 344	2 612 211
Portion à court terme de la dette à long terme (note 8)		265 245		265 245	254 066
Total du passif à court terme	1 062 090	1 411 471	31 028	2 504 589	2 866 277
DETTE À LONG TERME (note 8)		566 012	817 800	1 383 812	1 649 057
Total du passif	1 062 090	1 977 483	848 828	3 888 401	4 515 334
ACTIF NET					
GREVÉ D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE	16 312 115	1 242 692	252 591	17 807 398	17 618 798
INVESTI EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES		136 902		136 902	151 854
ACTIF NET DU FONDS ARBJ		(725 494)		(725 494)	(852 835)
ACTIF NET DU FONDS DU SOUTIEN À L'ENTREPRENARIAT		1 017 470		1 017 470	1 068 359
Total de l'actif net	16 312 115	1 671 570	252 591	18 236 276	17 986 176
Total du passif et de l'actif net	17 374 205	3 649 053	1 101 419	22 124 677	22 501 510

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

 , administrateur

 , administrateur

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES

BILAN - FONDS AFFECTÉS

AU 31 MARS 2017

	2017			2016	
	Fonds QIS	Fonds local de solidarité (FLS)	Fonds local d'investissement (FLI)	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF					
À COURT TERME					
Encaisse	100 008	230 829	686 795	1 017 632	1 167 535
Portion à court terme des placements (note 5)		4 914	9 460	14 374	45 749
Total de l'actif à court terme	100 008	235 743	696 255	1 032 006	1 213 284
PLACEMENTS (note 5)		28 820	40 593	69 413	82 311
Total de l'actif	100 008	264 563	736 848	1 101 419	1 295 595
PASSIF					
À COURT TERME					
Créditeurs (note 7)	31 028			31 028	142 380
Portion à court terme de la dette à long terme (note 8)					
Total du passif à court terme	31 028			31 028	142 380
DETTE À LONG TERME (note 8)		10 000	807 800	817 800	817 800
Total du passif	31 028	10 000	807 800	848 828	960 180
ACTIF NET					
GREVÉ D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE	68 980	254 563	(70 952)	252 591	335 415
Total de l'actif net	68 980	254 563	(70 952)	252 591	335 415
Total du passif et de l'actif net	100 008	264 563	736 848	1 101 419	1 295 595

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 FLUX DE TRÉSORERIE
 DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017	2016
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges (de charges sur les produits)	250 100	(1 692 656)
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	32 525	32 148
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	2 104	
	<u>284 729</u>	<u>(1 660 508)</u>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 9)	<u>3 951 565</u>	<u>(3 675 232)</u>
	<u>4 236 294</u>	<u>(5 335 740)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Placements	(205 458)	(8 677 144)
Encaissement des placements	241 161	13 428 463
Transfert de fonds		1 927 936
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(20 077)	(23 186)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	400	
Transfert d'immobilisations corporelles		(72 521)
Transfert d'immobilisations corporelles		61 608
	<u>16 026</u>	<u>6 645 156</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunt à long terme		817 800
Remboursement de la dette à long terme	(254 066)	(243 358)
	<u>(254 066)</u>	<u>574 442</u>
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU COURS DE L'EXERCICE	3 998 254	1 883 858
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>5 518 734</u>	<u>3 634 876</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	9 516 988	5 518 734
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>9 516 988</u>	<u>5 518 734</u>
Encaisse	<u>9 516 988</u>	<u>5 518 734</u>

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017

Note 1- STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme, constituée selon l'article 97 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, le 1er avril 2004, est un organisme sans but lucratif.

L'organisme a principalement pour mandat d'évaluer les organismes de planification et de développement au palier local et régional, dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement, de favoriser la concertation des partenaires dans la région et de donner, le cas échéant, des avis au ministre sur le développement de la région.

Note 2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

Actifs et passifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des dépôts à terme, des subventions à recevoir, des débiteurs (à l'exception de la TPS et TVQ à recevoir) et des placements.

Les passifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent des créditeurs (à l'exception des déductions à la source à payer) et des dettes à long terme.

Les éléments d'actifs financiers de l'entreprise évalués à la juste valeur se composent des actions de société cotées en bourse.

Placements

Les prêts dans des sociétés privées et le placement en actions d'une société privée sont évalués à leur coût d'acquisition, déduction faite de la provision pour perte, s'il y a lieu.

La provision pour perte est établie en fonction du montant prévu des flux de trésorerie futurs et d'une évaluation de la valeur estimative de tout bien reçu en garantie du placement.

Les prêts dans des sociétés cotés en bourses sont présentés à la valeur marchande.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017

Note 2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les estimations utilisées concernent la durée de vie des immobilisations et la provision pour mauvaises créances. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Comptabilité par fonds

Fonds de développement du territoire (FDT)

Le Fonds de développement du territoire (FDT) est constitué en vertu de l'article 111 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche. Il est affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques conclues entre un organisme mandaté, un ministère ou un organisme du gouvernement. Ce fonds peut aussi être affecté au financement de toute autre activité exercée par une municipalité régionale de comté (MRC). Ce fonds présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents à ses activités et au fonctionnement.

Fonds local d'investissement (FLI)

Le Fonds local d'investissement (FLI) présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux activités de prêts et de garanties de prêts.

Fonds local de solidarité (FLS)

Le Fonds local de solidarité (FLS) présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux activités de financement aux entrepreneurs.

Fonds Eastmain

Le Fonds Eastmain présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux à la participation du Fonds à différents projets (locaux et régionaux) issues des organismes, entreprises ou ville de la région.

Fonds QIS

Le Fonds QIS présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux financements de projets qui permettent de lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Autres fonds affectés

Fonds ARBJ

Fonds Soutien à l'entrepreneuriat

Ces fonds présentent les produits et les charges afférents aux activités spécifiques de chacun de ces fonds.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 MARS 2017

Note 2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des apports et des autres produits

L'organisme applique la méthode de la comptabilité par fonds affectés pour comptabiliser les apports dans le Fonds de développement du territoire et les autres fonds affectés. Selon cette méthode, les apports grevés d'affectations d'origine externes sont constatés lors de leur réception dans le fonds correspondant à l'objet pour lequel ils sont versés.

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits du fonds d'administration lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Les autres produits sont constatés à titre de produits lorsque le service est rendu, que le montant du service est fixé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jour de détention du placement au cours de l'exercice.

Prêt douteux

Lorsque le recouvrement d'un prêt devient douteux, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation est mesurée par l'actualisation des flux monétaires futurs prévus au taux d'intérêt réel inhérent du prêt. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout bien donné en garantie du prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et de tout montant légalement dû aux emprunteurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon les méthodes et les taux suivants :

	Méthodes d'amortissement	Taux
Collection de livres	dégressif	20%
Mobilier et agencement	dégressif	20%
Équipement informatique	dégressif	30%
Améliorations locatives	linéaire	10%

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 MARS 2017

Note 3- DÉBITEURS

	2017	2016
Fonds de développement du territoire (FDT)	\$	\$
Comptes à recevoir	33 666	28 173
TPS et TVQ à recevoir	7 080	4 556
	<u>40 746</u>	<u>32 729</u>
Fonds Eastmain		
TPS et TVQ à recevoir	<u>2 020</u>	<u>1 221</u>

Note 4- CRÉANCES INTERFONDS

Les créances interfonds ne comportent ni intérêt ni modalité de remboursement.

Note 5- PLACEMENTS

	2017	2016
Fonds Eastmain	\$	\$
Prêts à des entreprises, garanti par des hypothèques mobilières, 6 % et 11,9 %, échéant en novembre 2023 et octobre 2026	375 300	374 827
Prêts à des entreprises, sans garanti, 0 % à 1,75 %, échéant à différentes dates jusqu'en 2021	26 661	
Actions dans des sociétés privées	950 000	950 000
Actions dans une société cotée (à la valeur marchande, actions d'détenues : 999 000 actions)	105 319	190 234
	<u>1 457 280</u>	<u>1 515 061</u>
Moins :		
Provision pour mauvaises créances	(1 099 974)	(1 124 827)
	<u>357 306</u>	<u>390 234</u>
Montant encaissable au cours du prochain exercice	50 968	39 412
	<u>306 338</u>	<u>350 822</u>
Dépôts à terme, 1,58 % à 1,98 %, échéant entre mai 2018 et mai 2021	8 128 200	8 000 000
	<u>8 434 538</u>	<u>8 350 822</u>

Les encaissements disponibles pour les prêts au cours des cinq (5) prochains exercices s'établissent à 269 725 \$ et se détaillent comme suit : 2018 - 50 968 \$; 2019 - 52 809 \$; 2020 - 55 833 \$; 2021 - 54 901 \$; 2022 - 55 214 \$.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 MARS 2017

Note 5- PLACEMENTS (suite)

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
<i>Fonds local d'investissement (FLI)</i>		
Prêts à des entreprises, certains prêts sont garantis par des hypothèques mobilières, 8,50 % à 9 %, échéant à différentes dates jusqu'en 2020	50 053	87 105
Montant encaissable au cours du prochain exercice	<u>9 460</u>	<u>37 842</u>
	<u>40 593</u>	<u>49 263</u>

Les encaissements disponibles au cours des quatre (4) prochains exercices s'établissent à 50 053 \$ et se détaillent comme suit : 2018 - 9 460 \$; 2019 -13 134 \$; 2020 - 14 365 \$; 2021 - 13 094 \$.

Fonds local de solidarité (FLS)

Prêts à des entreprises, 9 %, échéant en 2020	33 734	40 955
Montant encaissable au cours du prochain exercice	<u>4 914</u>	<u>7 907</u>
	<u>28 820</u>	<u>33 048</u>

Les encaissements disponibles au cours des quatre (4) prochains exercices s'établissent à 33 734 \$ et se détaillent comme suit : 2018 - 4 914 \$; 2019 -9 045 \$; 2020 - 9 893 \$; 2021 - 9 882 \$.

Fonds de développement du territoire (FDT)

Prêts à des entreprises, sans garanti, 0 % à 7 %, échéant à différentes dates jusqu'en 2025	99 562	177 681
Moins :		
Provision pour mauvaises créances	<u>(27 414)</u>	<u>(18 831)</u>
	72 148	158 850
Montant encaissable au cours du prochain exercice	<u>39 548</u>	<u>58 938</u>
	<u>32 600</u>	<u>99 912</u>

Les encaissements disponibles au cours des cinq (5) prochains exercices s'établissent à 91 504 \$ et se détaillent comme suit : 2018 - 39 548 \$; 2019 -25 950 \$; 2020 - 11 787 \$; 2021 - 11 691 \$; 2022 - 2 528 \$.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 MARS 2017

Note 6- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

FONCTIONNEMENT COÛT	Solde au début	Acquisitions	Dispositions	Solde à la fin
	\$	\$	\$	\$
Collection de livres	2 059			2 059
Mobilier et agencement	175 552	13 129		188 681
Équipement informatique	172 842	6 948	(7 923)	171 867
Améliorations locatives	170 987			170 987
	521 440	20 077	(7 923)	533 594
	Solde au début	Amortis- sement	Diminution	Solde à la fin
	\$	\$	\$	\$
Collection de livres	1 818	48		1 866
Mobilier et agencement	136 070	9 210		145 280
Équipement informatique	153 257	6 169	(5 419)	154 007
Améliorations locatives	78 441	17 098		95 539
	369 586	32 525	(5 419)	396 692
VALEUR NETTE	151 854			136 902

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 MARS 2017

Note 7- CRÉDITEURS

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Fonds de développement du territoire (FDT)		
Comptes fournisseurs	1 057 110	804 661
Salaires à payer	58 975	65 368
Dédutions à la sources à payer	<u>30 141</u>	<u>32 767</u>
	<u>1 146 226</u>	<u>902 796</u>
Fonds Eastmain		
Comptes fournisseurs	<u>1 062 090</u>	<u>1 567 035</u>
FQIS		
Comptes fournisseurs	<u>31 028</u>	<u>142 380</u>

Note 8- DETTE À LONG TERME

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Réseau Large Bande		
Dû au Fonds Eastmain, 4.4 %, remboursable par versement annuel de 301 820 \$, capital et intérêts, échéant en février 2020	831 257	1 085 323
Moins :		
Versement échéant au cours du prochain exercice	<u>265 245</u>	<u>254 066</u>
	<u>566 012</u>	<u>831 257</u>

Les versements estimatifs à effectuer au cours des trois (3) prochains exercices sont :

<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2020</u>	<u>Total</u>
\$	\$	\$	\$
<u>265 245</u>	<u>276 915</u>	<u>289 097</u>	<u>831 257</u>

Cette dette est liée à une subvention encaissée chaque année correspondant au montant en capital et en intérêts, versée par le Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 MARS 2017

Note 8- DETTE À LONG TERME (suite)

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Fonds local d'investissement (FLI)		
Effet à payer d'un montant maximal de 807 800 \$, sans intérêt, remboursable de la façon suivante : un versement en juin 2020, égal au solde de ce prêt non encore investi le 31 décembre 2019, cinq versements annuels à compter de juin 2021, chacun égal aux sommes reçues à même les prêts consentis durant la période de douze mois précédents le 31 décembre de chaque année, un versement en juin 2026, égal à l'évaluation du portefeuille de placements au 31 décembre 2025 jusqu'à concurrence du solde de la dette	807 800	807 800
Fonds local de solidarité (FLS)		
Effet à payer, 5 %, intérêts remboursables trimestriellement, sans échéance	10 000	10 000

Note 9- FLUX DE TRÉSORERIE

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement :		
Dépôt à terme	4 237 576	(6 260 298)
Débiteurs	(8 816)	55 439
Subventions à recevoir	126 406	1 515 732
Intérêts courus	4 493	(36 348)
Frais payés d'avance	(35 227)	(1 176)
Créditeurs	(372 867)	1 051 419
	<u>3 951 565</u>	<u>(3 675 232)</u>

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017

Note 10- ENGAGEMENTS

Bail à long terme

La société a signé un bail à long terme d'une durée de cinq (5) ans, échéant en septembre 2020 avec une option de renouvellement de 5 ans. Ce bail comporte un loyer mensuel de 4 957 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ce bail au cours des cinq (5) prochains exercices s'élèvent à 297 430 \$ et se détaillent comme suit: 2018 - 59 486 \$; 2019 - 59 486 \$; 2020 - 59 486 \$; 2021 - 59 486 \$; 2022 - 59 486 \$.

Location de photocopieur

La société a signé un contrat de location à long terme d'une durée de cinq (5) ans, échéant en janvier 2019. Ce contrat comporte un montant mensuel de 197 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ce contrat au cours des deux (2) prochains exercices s'élèvent à 4 324 \$ et se détaillent comme suit: 2018 - 2 358 \$; 2019 - 1 965 \$.

Service de téléphonie IP

La société a signé un contrat de service à long terme d'une durée de cinq (5) ans, échéant en mai 2021. Ce contrat comporte un montant mensuel de 1 325 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ce contrat au cours des cinq (5) prochains exercices s'élèvent à 66 246 \$ et se détaillent comme suit: 2018 - 15 899 \$; 2019 - 15 899 \$; 2020 - 15 899 \$; 2021 - 15 899 \$; 2022 - 2 650 \$.

Fonds de développement du territoire (FDT)

Les montants à verser concernant des projets autorisés du Fonds de développement du territoire (FDT) s'élèvent à 558 725 \$ au 31 mars 2017 et se détaillent comme suit : 2018 - 401 075 \$; 2019 - 85 075 \$; 2020 - 72 575 \$.

Les engagements faits envers des promoteurs et organismes, pour tous les fonds, sont toujours conditionnels à la disponibilité des crédits budgétaires.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2017

Note 11- INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

L'organisme est exposé à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement et d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.

Risque de taux d'intérêts

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de variation de la juste valeur marchande. L'organisme est exposé à ce type de risque sur sa dette à long terme, ses dépôts à terme et ses placements.

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit sur les dépôts à terme, les débiteurs, les subventions à recevoir et les placements en entreprise. Les subventions ont été reçues après la fin de son exercice financier. L'organisme évalue, de façon continue, les débiteurs sur la base des montants qu'il a la quasi-certitude de recevoir. Le risque de crédit des dépôts à terme est négligeable car il sont détenus dans une grande institution financière.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas être en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance. Les fournisseurs et les charges à payer sont généralement remboursés dans un délai n'excédant pas 30 jours.

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017			ANNEXE A 2016	
	Fonds Eastmain	Fonds de développement du territoire (FDT)	Fonds affectés	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
CHARGES					
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Loyer		60 438		60 438	68 491
Assurances		4 751		4 751	3 650
Entretien et réparations		15 128		15 128	15 322
Déplacements et représentation		41 274	14 564	55 838	60 951
Publicités et information		2 701	475	3 176	2 447
Papeterie, dépenses de bureau et informatique	20	34 184	487	34 691	37 953
Location d'équipements		3 363		3 363	979
Télécommunications		22 867	92	22 959	20 920
Honoraires professionnels et consultants	30 641	37 544	0	68 185	79 425
Cotisations et associations		890	300	1 190	2 745
Taxes et licences		(15)		(15)	143
Intérêts et frais bancaires	208	1 206	500	1 914	2 887
Mauvaises créances (recouvrées)	(138 181)	8 583		(129 598)	(614 572)
Intérêts sur dette à long terme			47 754	47 754	58 462
Variation de la juste valeur marchande des actions de sociétés cotées en bourse	84 915			84 915	(19 980)
Amortissement des immobilisations corporelles		32 525		32 525	32 148
Perte sur cession d'immobilisations corporelles		2 104		2 104	
	(22 397)	267 543	64 172	309 318	(248 029)
PRODUCTIONS					
Entente spécifique - Aînés			285 634	285 634	113 803
Culture-volet local			18 000	18 000	
Culture-volet régional			19 876	19 876	
Frais relatif à l'événement			6 486	6 486	
Plan stratégique		7 618		7 618	13 319
CALQ					6 491
Plan Nord					3 606
Implantation de la ToIP		4 568		4 568	4 450
Projets spéciaux		18 672		18 672	19 590
Contribution - Point de services					(15 000)
Autres projets	6 823 861	1 447	125 222	6 950 530	8 983 879
	6 823 861	32 305	455 218	7 311 384	9 130 138

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

ANNEXE B

	2017				
	Secondaire en Spectacle (SES) \$	Table de concertation des véhicules hors-route (VHR) \$	PDZA \$	Pacte rural \$	Table Culture \$
PRODUITS					
Subventions					
Gouvernement du Québec					
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire				333 595	
Ministère de la Culture et des Communications					43 000
Ministère des Transports du Québec		(40 000)			
Virements du Fonds de développement du territoire (FDT)	30 958				25 000
Autres produits	500			4 605	
	<u>31 458</u>	<u>(40 000)</u>		<u>338 200</u>	<u>68 000</u>
CHARGES					
Attributions					
Promoteurs et organismes				282 700	
Participation salariale pour les agents ruraux				86 151	
Instances démocratiques - Déplacements et réunions					
Conseil d'administration			180		
Rémunération du personnel					
Salaires			14 000		
Contributions de l'employeur			2 000		
Administration générale					
Déplacements et représentation	2 584		1 113		
Publicités et information	475				
Papeterie, dépenses de bureau et informatique	88		160		
Culture-volet local					18 000
Culture-volet régional					19 876
Frais relatif à l'événement	6 486				
Autres projets		39 269		29 487	
	<u>9 633</u>	<u>39 269</u>	<u>17 453</u>	<u>398 338</u>	<u>37 876</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	21 825	(79 269)	(17 453)	(60 138)	30 124
ACTIF NET AU DÉBUT		79 269	53 816	77 351	27 899
Virement entre les fonds					
ACTIF NET À LA FIN	21 825		36 363	17 213	58 023

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

ANNEXE B

	2017				
	Réseau Large Bande	Culture CALQ 2	Économie Sociale	Fonds de Soutien à l'initiative sociale de la Jamésie (SISJ)	Aînés
	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS					
Subventions					
Gouvernement du Québec					
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	301 820				
Ministère de l'Économie et de l'Innovation et des Exportations			50 000		
Ministère de la Famille					102 106
Virements du Fonds de développement du territoire (FDT)		17 500	50 000	50 000	50 000
Autres produits			2 250		2 650
	<u>301 820</u>	<u>17 500</u>	<u>102 250</u>	<u>50 000</u>	<u>154 756</u>
CHARGES					
Attributions					
Promoteurs et organismes				7 385	
Instances démocratiques - Déplacements et réunions					
Conseil d'administration			24		
Rémunération du personnel					
Salaires			34 785		15 496
Contributions de l'employeur			8 979		3 487
Administration générale					
Déplacements et représentation			2 949		4 258
Papeterie, dépenses de bureau et informatique					130
Télécommunications					45
Cotisations et associations			300		
Intérêts sur dette à long terme	47 754				
Productions					
Autres projets			42 792		
Entente spécifique - Aînés					285 634
	<u>47 754</u>		<u>89 829</u>	<u>7 385</u>	<u>309 050</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	<u>254 066</u>	<u>17 500</u>	<u>12 421</u>	<u>42 615</u>	<u>(154 294)</u>
ACTIF NET AU DÉBUT	<u>(1 426 251)</u>		<u>82 942</u>		<u>233 000</u>
Virement entre les fonds					
ACTIF NET À LA FIN	<u>(1 172 185)</u>	<u>17 500</u>	<u>95 363</u>	<u>42 615</u>	<u>78 706</u>

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017			ANNEXE B
	Programme de réduction des tarifs aériens (PRTA)	Secrétariat condition féminine	Immigration	2016
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Subventions				
Gouvernement du Québec				
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			635 415	692 797
Ministère de la Culture et des Communications			43 000	
Ministère des Transports du Québec	33 625		(6 375)	33 865
Ministère de l'Économie et de l'Innovation et des Exportations			50 000	50 000
Ministère de la Justice		56 000	56 000	
Ministère de la Famille			102 106	165 534
Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation				40 000
Virements du Fonds de développement du territoire (FDT)		6 500	229 958	146 023
Autres produits			10 005	4 000
	33 625	62 500	1 120 109	1 132 219
CHARGES				
Attributions				
Promoteurs et organismes	35 842		325 927	292 020
Participation salariale pour les agents ruraux			86 151	
Instances démocratiques - Déplacements et réunions				
Conseil d'administration			204	
Administrateurs - Autres				122
Rémunération du personnel				
Salaires			64 281	144 072
Contributions de l'employeur			14 466	6 556
Administration générale				
Déplacements et représentation		291	11 195	11 676
Publicités et information			475	
Papeterie, dépenses de bureau et informatique		48	426	1 004
Télécommunications			45	397
Honoraires professionnels et consultants				7 570
Cotisations et associations			300	
Intérêts sur dette à long terme			47 754	58 462
Productions				
Entente spécifique - Aînés			285 634	113 803
Culture-volet local			18 000	
Culture-volet régional			19 876	
Frais relatif à l'événement			6 486	
Autres projets			111 548	33 872
	35 842	339	992 768	669 554
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	(2 217)	62 161	127 341	462 665
ACTIF NET AU DÉBUT	379		18 760	(1 226 558)
Virement entre les fonds				(88 942)
ACTIF NET À LA FIN	(1 838)	62 161	18 760	(852 835)

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
 RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
 DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

ANNEXE C

	2017		
	Fonds jeunes promoteurs (FJP)	Fonds de soutien à la relève entrepreneuriale (FSRE)	Fonds de soutien à la diversification (FSD)
	\$	\$	\$
PRODUITS			
Intérêts sur placements		2 871	
		2 871	
CHARGES			
Attributions			
Promoteurs et organismes	5 000		
	5 000		
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	(5 000)	2 871	
ACTIF NET AU DÉBUT	65 498	321 190	73 723
ACTIF NET À LA FIN	60 498	324 061	73 723

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

ANNEXE C

	2017			
	Fonds d'économie sociale (FES) \$	Fonds nouveaux promoteurs (FNP) \$	Fonds Micro-crédit (FMC) \$	Fonds de soutien à des entreprises en démarrage (FSED) \$
PRODUITS				
Intérêts sur placements				1 377
				1 377
CHARGES				
Attributions				
Promoteurs et organismes		26 000		
		26 000		
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)		(26 000)		1 377
ACTIF NET AU DÉBUT	142 465	80 265	95 051	30 373
ACTIF NET À LA FIN	142 465	54 265	95 051	31 750

ADMINISTRATION RÉGIONALE BAIE-JAMES
RÉSULTATS - FONDS AFFECTÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017			ANNEXE C 2016	
	Fonds d'aide et de soutien aux entreprise en difficultés (FASE) \$	Fonds de soutien à l'émergence de projet d'entreprise (FSEPE) \$	Fonds d'amélioration de l'hébergement touristique en Jamésie (FAHT) \$	Total \$	Total \$
PRODUITS					
Subventions					
Emploi-Québec					9 800
Virement entre les fonds	10 000	15 000		25 000	300 000
Intérêts sur placements				4 248	10 477
	<u>10 000</u>	<u>15 000</u>		<u>29 248</u>	<u>320 277</u>
CHARGES					
Attributions					
Promoteurs et organismes		49 137		80 137	652 526
		<u>49 137</u>		<u>80 137</u>	<u>652 526</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (CHARGES SUR LES PRODUITS)	10 000	(34 137)		(50 889)	(332 249)
ACTIF NET AU DÉBUT	44 929	54 984	159 881	1 068 359	1 400 608
Virement entre les fonds					
ACTIF NET À LA FIN	<u>54 929</u>	<u>20 847</u>	<u>159 881</u>	<u>1 017 470</u>	<u>1 068 359</u>